

Sur le passage du Saint-Bernard par Bonaparte en 1800

Témoignage inédit de Charles d'Odet,
responsable des manœuvres valaisans

par
Pierre-Alain PUTALLAZ

AVANT-PROPOS

A l'occasion de recherches dans les fonds d'Odet, aux Archives cantonales de Sion (AV), nous avons trouvé des documents qui ont conservé un témoignage inédit — celui de Charles d'Odet — sur le passage des troupes de Bonaparte par le Grand-Saint-Bernard. Ces documents vont permettre de mieux cerner un événement auquel seuls se sont intéressés jusqu'à maintenant des publicistes ; publicistes qui, sans daigner consulter les sources manuscrites, se sont inspirés les uns des autres et ont favorisé ainsi, peu à peu, la déformation de faits historiques.

Par le présent article, nous allons donc mettre en évidence le témoignage de Charles d'Odet et apporter notre contribution à celui qui, un jour, voudra étudier d'une manière exhaustive le passage de l'armée française par le Grand-Saint-Bernard, en mai et en juin 1800, tout en dénonçant les légendes persistantes.



Charles-Pierre-Marie-Louis d'Odet
Peint par Antoine Hecht, 1809 (propriété de M. Jacques de Riedmatten, Sion)

INTRODUCTION

CHARLES D'ODET ET SA FAMILLE

Issu d'une famille patricienne de Saint-Maurice, aujourd'hui éteinte, Charles d'Odét¹ est né, le 1^{er} août 1776, du mariage de Louis d'Odét (1743-1836), officier au régiment de Courten², et de Julie de Rivaz (1749-1820), fille de Charles-Joseph³.

De cette union sont nés encore cinq autres enfants, tous demeurés célibataires, à savoir :

Maurice (-Etienne-Marie) (1773-1799), docteur en médecine de la Faculté de Pavie, chirurgien-major des troupes françaises en Valais ;

François (Joseph-F^o-Bonaventure) (1779-1848), docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, chirurgien-major dans l'armée fédérale ;

Pierre (-Maurice-François-Xavier) (1781-1808), officier au régiment de Preux en Espagne ;

Lydie (Marie-Julie-L') (1785-1863) qui, en 1803, était « un... enfant de cinq ou six ans au-dessous de son âge »⁴, et qui, plus tard, a été pourvue d'un conseil judiciaire⁵ ;

Hippolyte (Joseph-Marie-Guillaume-H') (1793-1857), sous tutelle perpétuelle en raison de son « peu de facultés intellectuelles et de discernement »⁶.

La famille de Louis d'Odét vécut tout d'abord à Saint-Maurice, puis elle s'établit à Sion, en avril 1782⁷, où elle s'installa dans une maison

¹ Charles (Pierre-C'-Marie-Louis) (1776-1846).

² Louis (Pierre-Charles-L'-Nicolas) Odét sera nommé par le Directoire exécutif helvétique « commandant d'arrondissement de la partie française orientale du canton du Valais », le 4 mars 1799. Fonds d'Odét 2, P 307 : lettre de Louis Odét au gouvernement helvétique, de Sion, le 4 avril 1803 ; copie. - Il restera en fonction jusqu'au 27 août 1802.

³ Julie (-Pétronille) est donc la sœur de Charles-Emmanuel de Rivaz qui sera notamment préfet national du Valais de 1798 à 1802, membre du Conseil d'Etat de 1815 à 1830 et grand bailli de 1817 à 1819 et de 1825 à 1827.

⁴ Fonds d'Odét 4, P 16 : lettre de M^{me} Louis Odét à sa sœur M^{me} Etienne-Louis Macognin de la Pierre, de Sion, le 30 (?) mai 1803 ; orig.

⁵ Fonds d'Odét 3, P 75/32 : double d'un acte passé à Sion, le 1^{er} mars 1849, au sujet de la vente d'une propriété provenant de la succession du docteur François d'Odét.

⁶ Cf. *Bulletin officiel et feuille d'avis*, n° 42, du samedi 27 septembre 1823 : avis du châtelain de la ville de Sion, Antoine Roten, daté du 23 août 1823. Cf. aussi fonds d'Odét 2, P 378/31.

⁷ Les raisons qui la poussèrent à quitter Saint-Maurice sont, pour nous, restées quelque peu obscures. Il est vraisemblable que c'est à la suite d'intrigues tramées contre lui que le père de Charles d'Odét prit cette décision ; témoin ces mots qu'il

Kuntschen, au nord de la ville, dans le quartier de Mala Curia⁸, et où elle obtint bientôt la bourgeoisie⁹.

C'est donc dans la capitale valaisanne que Charles d'Odet exercera l'essentiel de ses activités.

La carrière civile de Charles d'Odet

La carrière civile de Charles d'Odet commence en 1795, année où il reçoit son diplôme de notaire¹⁰. A l'exception de quelques interruptions dues à diverses charges militaires notamment, il exerce cette profession durant toute sa vie. Il est aussi greffier¹¹, procureur¹² et avocat¹³.

Le barreau et le notariat n'accaparent cependant pas tout son temps. Le 14 mai 1799, il est nommé receveur en chef des revenus de la République dans le canton du Valais¹⁴. En 1800, la Chambre administrative le charge de « commander les ouvriers requis pour le transport des canons »¹⁵ de l'armée française par le Grand-Saint-Bernard, mission que nous allons étudier en détail ci-dessous. A la fin de 1801, durant ce

écrit au président du Comité bourgeois de Sion : « J'ai quitté mon endroit natal pour en chercher un où je puisse vivre à l'abri des lois. Je savais, par la renommée, que le gouvernement de Sion était le plus doux et le plus juste du Valais ; il n'avait en outre jamais trempé dans les iniquités du régiment de Courten, concernant les Bas-Valaisans. C'était un motif de plus pour le préférer. » Fonds d'Odet 2, P 290/6 : mémoire de Louis d'Odet, probablement adressé au président du Comité bourgeois de Sion ; copie non datée.

⁸ Fonds de la Bourgeoisie de Sion (abrégé AV, ABS), n° 249/19 : *Visitatio civitatis sedunensis*, du 6 décembre 1782.

⁹ Cf. la correspondance concernant le partage des biens bourgeoisiaux de Sion en 1798 dans fonds d'Odet 2, P 290, et Léon Dupont Lachenal, *Le décor héraldique de l'hôtel de ville de Saint-Maurice*, dans *Annales Valaisannes*, 1971, p. 304.

¹⁰ Fonds d'Odet 1, cart. 5, n° 42 : diplôme de notaire de Charles d'Odet, daté du 21 mai 1795 et signé par Joseph-Antoine Blatter, évêque de Sion.

¹¹ Cette fonction est indiquée dans un passeport délivré à Odet le 2 août 1798. Fonds d'Odet 2, P 283.

¹² Ancien titre de l'officier établi pour agir en justice au nom de ceux qui plaident, et qu'on appelle aujourd'hui « avoué ».

¹³ C'est ainsi, par exemple, qu'il défend les intérêts d'Isaac de Rivaz contre un certain Barthélemy Moos qui s'occupe de coupe de bois à Nendaz pour le compte du grand inventeur valaisan et qui a commis quelques indécitesses. Le jugement est rendu le 23 septembre 1797. Cf. Henri Michelet, *L'inventeur Isaac de Rivaz (1752-1828), ses recherches techniques et ses tentatives industrielles*, Martigny, 1965, pp. 63-64 (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 2).

¹⁴ Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 2, n° 10 : arrêté du Directoire exécutif du 14 mai 1799. - Dès 1799 aussi, il est qualifié de fonctionnaire du sel.

¹⁵ Fonds d'Odet 4, P 13 : certificat délivré par la Chambre administrative valaisanne à Charles Odet, du 19 juin 1801 ; copie.

qu'Anne-Joseph de Rivaz appelle « la révolution turreaunienne »¹⁶, Joseph-Maurice Du Fay de Lavallaz, nouvellement nommé lieutenant du préfet, le choisit comme agent national de la commune de Sion en remplacement du citoyen Dénériaz¹⁷.

De 1808 à 1815¹⁸, Charles d'Odet remplit diverses fonctions, à savoir inspecteur des postes et des diligences¹⁹, certificateur²⁰, juge suppléant au tribunal de première instance siégeant à Sion²¹, régisseur des droits d'entrée et de sortie²². Le 25 mai 1811, il devient membre du Conseil municipal de Sion²³. Mais c'est surtout après le 28 décembre 1814, moment où il est à nouveau élu conseiller de la ville de Sion — charge qu'il occupera sans discontinuer jusqu'en 1839 — qu'il commence,

¹⁶ Cf. Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André Donnet, Lausanne, 1961, vol. 1, p. 120 (*Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. V).

¹⁷ Fonds d'Odet 2, P 294 : lettre de Joseph de Lavallaz, lieutenant du préfet national, à Charles Odet, de Sion, le 27 décembre 1801 ; orig.

¹⁸ Suivre Charles d'Odet dans ses fonctions, durant les années 1798-1815, est une tâche difficile, car on ignore le plus souvent à quel moment il les quitta.

¹⁹ Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, t. I, p. 252. - De Milan, le 19 février 1811, le baron Joseph Triaire, colonel aide de camp du prince Eugène de Beauharnais, fils de Napoléon I^{er}, vice-roi d'Italie, lui fait parvenir un cadeau accompagné de ces mots : « C'est avec plaisir, Monsieur l'inspecteur, que je vous envoie une bague que Son Altesse Impériale, Monseigneur le prince Eugène, vice-roi d'Italie, a daigné me remettre pour vous. Ce cadeau doit vous être d'autant plus agréable qu'il constate la satisfaction particulière de Son Altesse pour le service des postes qui s'est fait avec la plus grande exactitude lorsque Leurs Altesses ont traversé le Valais... ». Fonds d'Odet 2, P 334 bis ; orig.

²⁰ Fonds d'Odet 2, P 339/1 : déclaration imprimée de Napoléon, datée du 9 septembre 1811, au palais de Compiègne, où il est indiqué que les certificateurs sont « chargés exclusivement de délivrer les certificats de vie aux rentiers viagers et pensionnaires de l'Etat, conformément à notre décret du 21 août 1806 ». Charles d'Odet est l'un de ces certificateurs.

²¹ Par décret impérial du 7 février 1812, il est nommé à cette fonction. Fonds d'Odet 2, P 340 : lettre du baron Pierre-Thomas Rambaud, procureur général près la Cour impériale séant à Lyon, à Charles Odet, de Lyon, le 18 février 1812 ; orig. - Charles d'Odet avait déjà siégé dans un tribunal. Il faisait partie du tribunal cantonal qui, au début de 1799, avait condamné à la réclusion perpétuelle Louis-Alexandre Robriquet (ou Robiquet), tailleur à Monthey. Cette sentence avait été cassée et le Directoire exécutif de la République helvétique avait destitué le tribunal, lui reprochant son « mépris de la procédure ». En fait, il y avait parmi les juges, plusieurs personnalités de l'Ancien Régime. Cf. Michel Salamin, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, t. XII, 1957, pp. 87-88.

²² Emile Biollay, *Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance*, Martigny, 1970, p. 407 (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 7). - Peut-être l'est-il encore après 1815.

²³ Il est nommé par le préfet du département du Simplon Derville-Maléchar. - Cette date d'élection — le 25 mai 1811 — peut être trouvée, ainsi que les quatre suivantes, dans Bruno Bucher, *Essai sur l'organisation communale de la ville de Sion (1802-1848)*, mémoire inédit, 1961, 132 pages dactylographiées, dont un exemplaire est conservé au bureau des Archives cantonales à Sion. - Le 13 janvier 1813, Charles d'Odet est encore conseiller de la ville. Cf. AV, ABS 209/1/3 : registre des lettres expédiées par le maire de Sion depuis le 11 juin 1812 jusqu'au 30 avril 1813, non paginé, in-fol. Il l'est toujours le 26 avril 1814 ; cf. ABS 240/83 : protocole du Conseil de la ville de Sion, du 4 janvier 1804 au 30 décembre 1814, 1 vol., in-fol., p. 240.

à l'échelon régional, sa véritable carrière politique. Durant les années 1823-1824, il est vice-châtelain de la ville de Sion²⁴ ; de 1825 à 1828, châtelain²⁵ ; en 1835 et en 1836, vice-bourgmestre²⁶.

Pendant cette période, il remplit aussi les charges de juge suppléant au Tribunal suprême (1817-1819 et 1822-1831), de député à la Diète (1826-1827) et de grand châtelain du dizain de Sion (1834-1835)²⁷.

C'est en raison de son âge et de sa santé déficiente surtout qu'il abandonne peu à peu ses activités publiques. Les dernières années de sa vie, à lire sa correspondance, sont celles d'un valétudinaire, prématurément vieilli, en proie à de douloureuses souffrances physiques.

Charles d'Odet mourra, à Sion, le 3 avril 1846²⁸.

Sa carrière militaire

Charles d'Odet ne fait pas mentir le dicton qui affirme que tout « Suisse » naît soldat. A côté de ses activités civiles, il entreprend en effet une carrière militaire qui s'affirme en 1798, époque où il est officier dans la milice valaisanne. Par la suite, le 14 mars 1799, il devient « capitaine dans le bataillon d'élite occidental de la partie française du canton Valais »²⁹. Durant les mois d'avril et de mai de cette même année, il contribue à refouler les insurgés haut-valaisans³⁰. Sans doute en récompense de sa conduite, il est envoyé à Berne à la tête d'une com-

²⁴ Son élection date du 18 novembre 1822.

²⁵ Election du 15 novembre 1824. - L'article 37 de la constitution de la République et canton du Valais dit que « chaque commune peut avoir un juge de première instance sous le nom de châtelain, devant lequel sont portées toutes les causes civiles, et qui prononce en dernier ressort jusqu'à la concurrence d'une somme déterminée par la loi ». Cf. *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais depuis 1815*, 1^{er} vol., Sion, 1829, p. 12.

²⁶ Election du 20 novembre 1834.

²⁷ Election du 16 novembre 1833. Cf. l'article 41 de la constitution : « Dans chaque dizain, il y a un juge supérieur qui prend le titre de grand châtelain ».

²⁸ Sion, registres paroissiaux.

²⁹ Fonds d'Odet 2, P 295/14 : arrêté du Directoire exécutif, du 4 mars 1799.

³⁰ Voir ci-dessous, p. 168. - Selon le témoignage d'Anne-Joseph de Rivaz, il accomplit « de grandes prouesses en cette petite guerre ». Cf. Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, t. I, p. 97. Cette affirmation est confirmée par le sous-préfet d'Aigle de Loës, commissaire du gouvernement auprès du canton du Valais, qui certifie que « le citoyen Charles d'Odet de Sion a fait la campagne de 1799 en Valais, en qualité de capitaine de grenadiers dans le premier bataillon, s'y est distingué tant par son zèle que par la discipline qu'il a observée et fait observer à sa troupe. Il a rendu dans ces circonstances pénibles des services essentiels à ses concitoyens et à la Patrie ». Fonds d'Odet 2, P 295/70 : certificat écrit par Louis de Loës à l'intention de Charles Odet, d'Aigle, le 27 octobre 1802.

pagnie de sous-officiers, près la garde des Autorités suprêmes³¹. Mais l'avancement qu'il espérait se fait attendre et il donne sa démission vers le début de l'été 1800. On tente d'infléchir sa décision : en vain³². Le 14 juillet 1803 cependant, il accepte la charge de capitaine des grenadiers au bataillon de Sierre, Hérémence et Sion³³. Les grades importants ne viendront que fort tardivement : au début de 1818, il est nommé major-fédéral³⁴ et, le 29 novembre 1825, il devient lieutenant-colonel du 3^e bataillon d'infanterie³⁵.

En février 1828, il est appelé à remplacer provisoirement le commandant de l'arrondissement occidental Joseph-Arnold Gard, malade³⁶. Et, lorsque ce dernier meurt, Odet s'attend à être confirmé dans ses nouvelles fonctions³⁷. Il n'en est rien. On choisit François-Xavier Cocatrix³⁸. Alors Odet donne sa démission³⁹. Devenu sans doute plus diplomate et plus prudent avec l'âge, il invoque cette fois des raisons de santé. Sa démission est acceptée, le 21 octobre 1828⁴⁰, et c'est donc sur une fausse note que se termine la carrière militaire de Charles d'Odet.

³¹ Le 4 février 1800, Charles d'Odet est nommé lieutenant auprès de l'école d'instruction militaire à Berne. Fonds d'Odet 2, P 295/52 : arrêté de la Commission exécutive, du 4 février 1800. - Le 20 mai 1800, sur sa demande, il est déjà déchargé de cette fonction. Fonds d'Odet 2, P 295/60 : arrêté de la Commission exécutive helvétique, du 20 mars 1800.

³² Lorsque Charles-Emmanuel de Rivaz lui écrit, le 2 janvier 1801, que « le ministre de la Guerre [Joseph Lanther] auquel j'ai transmis, le 23 décembre, les motifs qui vous feraient persister à demander votre démission, fondés principalement sur ce que la place de chef de bataillon avait été donnée à un officier qui vous était inférieur en grade, vient de me répondre d'une manière qui prouve le mécontentement que lui donne cette persévérance de votre part », et qu'il l'invite à ne pas insister plus longtemps sur sa démission, il est déjà trop tard. C'est en effet le 31 décembre 1800 que le Conseil exécutif de la République helvétique l'a finalement déchargé « de la place de capitaine dans le 1^{er} bataillon d'élite du canton du Valais ». Fonds d'Odet 2, P 295/65 : lettre de Charles-Emmanuel de Rivaz à Charles Odet, de Sion, le 2 janvier 1801, orig. ; et fonds d'Odet 2, P 295/64 : arrêté de la Chambre administrative helvétique, du 31 décembre 1800.

³³ Fonds d'Odet 2, P 295/68 : lettre du grand bailli Antoine-Marie Augustini à Charles Odet, de Sion, le 19 juillet 1803 ; orig.

³⁴ Fonds d'Odet 2, P 351/15 : lettre du grand bailli Charles-Emmanuel de Rivaz à Charles Odet, de Sion, le 1^{er} février 1818 ; signature autographe. - Charles devient major-fédéral dans l'arrondissement du centre. Il sera aussi inspecteur de l'école d'instruction militaire à Sion. Fonds d'Odet 2, P 351/21 : lettre du vice-grand bailli Nicolas Roten à Charles Odet, de Sion, le 26 octobre 1818 ; orig.

³⁵ Fonds d'Odet 2, P 353/19 : lettre du grand bailli Charles-Emmanuel de Rivaz à Charles Odet, de Sion, le 7 juillet 1826.

³⁶ Fonds d'Odet 2, P 353/25 : nomination d'Odet par le Conseil d'Etat de la République du canton du Valais, de Sion, le 27 février 1828.

³⁷ D'autant plus qu'il est l'ancien de Cocatrix qui va être choisi.

³⁸ Sans doute parce qu'on juge Odet trop vieux ; il a l'âge de prendre sa retraite.

³⁹ Par une lettre datée du 10 mai 1828. Fonds d'Odet 2, P 353/29 : lettre du grand bailli Léopold de Sépibus à Charles Odet, de Sion, le 21 octobre 1828 ; signature autographe.

⁴⁰ *Ibidem*.

Le mariage de Charles d'Odet

Après avoir notamment courtoisé Catherine Du Fay de Lavallaz qui épouse, le 6 février 1806, Pierre-Louis de Riedmatten, Charles d'Odet esquisse, en 1812, une nouvelle idylle avec François-Eugénie de Treytorrens, de Payerne et de Cudrefin ; idylle bientôt parsemée de ruptures aussi abruptes qu'évanescentes, avant que Charles d'Odet n'y mette définitivement fin en 1817. Tandis qu'Eugénie de Treytorrens unit sa vie à Charles-Joseph-Benoît Stoecklin, de Fribourg, le 6 juillet 1818, à Morat, Charles épouse finalement, le 19 janvier 1820, à Saint-Maurice, Aglaé de Bons (1797-1864)⁴¹, fille de Charles⁴², qui fut lieutenant-colonel au service de France, et de Marie-Adelaïde de Chaignon.

On trouve une relation de ce mariage dans une lettre de Madame Joseph (-Ambroise) de Bons, née Mélanie de Courten, adressée à sa cousine Caroline de Chaignon, dont voici le texte : « Mon oncle [Charles] de Bons, à son retour de Paris, s'était d'abord mis en pension chez ma belle-mère [Madame Jacques de Bons, née Thérèse Burgener] et ne voulait point rappeler ses filles [Aglaé, Adelaïde, Henriette] auprès de lui, disant que deux ménages coûteraient trop cher, parce que ma tante [Marie-Adelaïde de Bons, née de Chaignon] ne pouvait pas quitter la campagne. Cependant, Aglaé avait dit positivement à Monsieur Odet qu'elle reviendrait lorsque son père serait de retour, et il avait renvoyé ses démarches à cette époque, de sorte qu'il n'en faisait aucune auprès de mon oncle qui en était choqué et ne voulait point faire venir Aglaé, malgré les représentations de maman [Madame Vincent de Courten, née Victoire de Chaignon] ; enfin, une personne qui avait la confiance de Monsieur Odet nous avertit qu'il ne changerait sûrement rien à ses plans et que, si Aglaé ne venait pas, il imaginerait qu'on voulait éluder ses propositions et ne viendrait point lui-même. Alors, maman en fit part à mon oncle qui, avec assez d'humeur, écrivit à ma tante d'envoyer Aglaé, qui arriva avec Aglaé de Quartéry qui avait passé un mois à la campagne. Elle tint le ménage de son père et de [son frère] Pierre-Marie, et Monsieur Odet arriva quinze jours après, ayant pris ses arrangements pour se marier tout de suite. En effet, le surlendemain de son arrivée, Monsieur le vice-bailli [Charles-Emmanuel de Rivaz] fit la demande de la main d'Aglaé à son père ; Monsieur Odet la renouvela le même jour et voulait partir le lendemain pour aller chercher ma tante, mais mon oncle voulut auparavant lui écrire, et Monsieur Odet partit le 10, revint le 14 avec ma tante et mes cousines. Le contrat se fit le 17, après lequel il y eut un grand souper où maman, mon mari et moi avons été. Le lundi 18, mon oncle donna une jolie collation à toutes les personnes

⁴¹ Aglaé (Marie-Louise-A').

⁴² Charles (-Joseph-Marie-Louis) de Bons.

qu'on n'avait pas invitées la veille, et Monsieur Odet, un bal, dans la même salle où nous avons dansé à mon mariage⁴³. Les époux, qui n'étaient pas encore mariés, ont été fort gais et avaient l'air très contents l'un de l'autre ; ils ont été se marier le lendemain, à 10 heures ; il y a eu des décharges et la troupe les a accompagnés à leur retour ; moi, j'étais encore dans mon lit, ce qui m'a privée du plaisir de les voir et de rire comme les autres de la trompette qui les précédait. C'est une gaucherie qui m'aurait bien impatientée à la place d'Aglaé, mais elle ne se déconcerte pas si aisément *et elle voit tout en beau*⁴⁴. Son mari est rempli de soins et d'attentions à son égard. Il est si reconnaissant de l'attachement qu'elle lui témoigne qu'il n'épargne rien pour la contenter ; et je crois qu'elle sera très heureuse ; ils ne pouvaient pas mieux rencontrer l'un et l'autre »⁴⁵.

Le nouveau couple s'établit à Sion, au pied de Valère et de Tourbillon, dans le quartier de Sitta, tout au sommet de la rue des Châteaux actuelle⁴⁶.

Sa descendance

De l'union de Charles d'Odet et d'Aglaé de Bons naissent neuf enfants, dont six décèdent en bas âge. Survivent :

Clémentine (Aloysia-Marie-C') (1820-1887). Sœur jumelle d'Adelaïde-Marie-Clémentine, née et décédée en 1820, elle épouse, en 1851, Maurice Rouiller, avocat et notaire à Troistorrents et à Sion ;

Maurice (-Charles-Marie-Aloys-Julien) (1822-1895), notaire, juge suppléant au tribunal du district de Saint-Maurice et juge substitut de Saint-Maurice en 1871 et en 1872 ;

Marie (-Patience-Eugénie) (1824-1876), devenue religieuse bernardine sous le nom de sœur Louise, décédée au couvent de sa congrégation à Collombey et inhumée à Saint-Maurice⁴⁷.

Le dernier descendant mâle de la famille, Maurice d'Odet, se mariera trois fois. Il épousera successivement :

⁴³ Son mariage a eu lieu le 20 juin 1816.

⁴⁴ Souligné par l'auteur.

⁴⁵ Fonds d'Odet 4, P 40/19 : lettre de Madame Joseph de Bons à Caroline de Chaignon, de Saint-Maurice, le 28 janvier 1820 ; orig.

⁴⁶ C'est le 14 décembre 1810 que Charles d'Odet a acheté au notaire Michel Lehner l'étage supérieur et les dépendances d'une maison ainsi que le terrain qui jouxte celle-ci. Le premier étage appartenait à Maître Pierre-Joseph Andenmatten. Fonds d'Odet 3, P 110/7 : acte concernant cette vente. - Notons qu'à Saint-Maurice, la famille Odet avait hérité de l'ancienne maison Rapet.

⁴⁷ Plusieurs documents indiquent la date de 1877. En fait, selon l'état civil, elle est décédée le 6 mai 1876.

1° Caroline-Marie-Virginie de Bons, en 1850, fille de Joseph-Ambroise de Bons et de Mélanie, née de Courten⁴⁸. Mais, le 1^{er} août 1855 déjà, Caroline d'Odet mourra après avoir donné le jour à un enfant prénommé Joseph-Marie et décédé le 3 juillet 1855, au lendemain de sa naissance ;

2° Marie-Pauline-Isabelle de Chaignon, en 1858, fille de Victor-Théobald de Chaignon et de Jeanne-Marie-Gladys, née Perrault⁴⁹. Celle-ci mettra au monde sept enfants, dont trois survivront :

Marie-Caroline-Isabelle, dite Charlotte (1862-1932), qui se mariera, le 2 juin 1885, à Saint-Maurice, avec Jacques de Riedmatten, député et vice-président de la ville de Sion, fils de Léon et d'Eugénie Penon.

Léontine (Marie-Joséphine-L') (1863-1934), demeurée célibataire⁵⁰.

Marie-Caroline-Clémentine-Claudine, dite Gladys (1866-1939), qui épousera, le 23 octobre 1888, Frédéric de Courten, dit Fritz, fils de Frédéric et de Marie-Thérèse, née de Lavallaz.

La deuxième femme de Maurice d'Odet mourra le 13 novembre 1869, un jour avant sa fille Marie-Augustine-Victorine-Isabelle-Cécile (9 novembre-14 novembre 1869)⁵¹.

3° Marie-Antoinette-Léontine de Chaignon, sœur aînée de la précédente, qui acceptera d'épouser son beau-frère afin d'assurer l'éducation de ses trois nièces⁵². Leur mariage sera célébré le 7 décembre 1871. Ils n'auront pas d'enfants.

C'est le 7 mai 1934 que Léontine d'Odet, la dernière représentante de la famille d'Odet, décédera dans la capitale valaisanne. Elle était la petite-fille de Charles d'Odet, cet homme que nous venons de situer dans sa famille et qui va nous ramener à une époque troublée de l'histoire moderne, celle qui vit le Premier consul de France cheminer vers l'Empire ; et plus particulièrement à l'année 1800.

⁴⁸ Voir ci-dessus la lettre écrite à Caroline de Chaignon par Mélanie de Courten, à propos du mariage de Charles d'Odet.

⁴⁹ Elle semble avoir aussi porté le prénom de Claudine.

⁵⁰ Marie-Joséphine-Léontine sont les prénoms indiqués dans les registres paroissiaux de Massongex. - On trouve parfois Léontine-Marie-Eugénie-Joséphine.

⁵¹ Voir les registres paroissiaux de Saint-Maurice.

⁵² Elle mourra, le 23 février 1904, à l'âge approximatif de 80 ans. *Ibidem*.

I

LE PASSAGE DE BONAPARTE PAR LE GRAND-SAINT-BERNARD : SES RAISONS ET SES PRÉPARATIFS

Lorsque l'Assemblée nationale française déclara la guerre « au roi de Bohême et de Hongrie »¹, le 20 avril 1792, elle ne se doutait pas qu'elle lançait l'Europe dans un long conflit de près de vingt-cinq ans et qu'elle allait favoriser ainsi la carrière militaire et politique d'un jeune Corse né en 1769 : le futur Napoléon I^{er}. Dans les pages qui suivent, nous nous proposons, non de retracer la biographie de Bonaparte, mais de rappeler les événements qui ont précédé son passage par le Grand-Saint-Bernard en 1800 et les causes qui firent de Charles d'Odet son collaborateur, modeste il est vrai.

La situation européenne dans les années 1798-1800

A la fin de l'hiver 1799, le Directoire français doit faire face à l'hostilité de plusieurs pays : l'Angleterre, la Russie et l'Autriche notamment. Les troupes républicaines vont subir de sérieux revers en Allemagne et en Italie, avant que Masséna ne parvienne à vaincre Korsakof à Zurich, les 25 et 26 septembre 1799, puis à repousser Souvorov dans les Alpes, et que le général Brune n'impose la capitulation d'Alkmaar², le 18 octobre 1799, à des troupes anglo-russes. Ces revers décident le tsar Paul I^{er} à retirer ses soldats de la guerre : la France peut enfin respirer.

Une année auparavant, le 19 mai 1798, Bonaparte a quitté Toulon pour l'Egypte où il est arrivé le 1^{er} juillet. Après avoir vaincu les Mameluks, commencé à organiser le pays et défait les Turcs, il apprend les revers que les Français ont subis en Europe au début de 1799. Ces nouvelles l'incitent à regagner sa patrie. Le 22 août 1799, il part secrètement, accompagné de quelques collaborateurs, et laisse le commandement de ses troupes au général Kléber. Le 9 octobre, il débarque près de Fréjus, dans la baie de Saint-Raphaël. Le 14, il est à Paris. Dès son arrivée, Sieyès et ses complices, qui souhaitent un changement politique en France, prennent contact avec lui, car il s'impose, vu sa popularité,

¹ L'empereur est alors François II ; il vient de succéder à Léopold II, son père.

² Ville des Pays-Bas, sur le canal d'Amsterdam.

comme l'homme providentiel du moment. Le coup d'Etat qui renverse le Directoire a lieu les 9 et 10 novembre 1799 (18-19 brumaire an VIII). Bonaparte devient consul provisoire avec Sieyès et Ducos, puis Premier consul. Mais, tandis qu'il s'efforce de rétablir l'ordre en France, les Autrichiens, maîtres de la plaine du Pô, attaquent Gênes, défendue par Masséna, et tentent de pénétrer en Provence. Bonaparte décide alors de prendre les Autrichiens à revers en passant par le col du Grand-Saint-Bernard et, dans le plus grand secret, il réunit une armée dite de réserve³.

La création de la République helvétique et ses débuts difficiles

Les cantons suisses n'ont pu échapper à l'ouragan politique et militaire qui dévaste l'Europe. Notre pays occupe une position stratégique unique au cœur du vieux continent, et les Français, dans leur désir de contrôler l'Italie du Nord, de surveiller de plus près l'Allemagne du Sud et l'Autriche, n'ont pas hésité à l'envahir⁴, au début de 1798, et à troubler, pour plusieurs années, sa relative tranquillité. La Suisse est occupée militairement, devient le théâtre de guerres étrangères et de révoltes — notamment dans certains cantons du Centre — qui sont l'objet d'une répression brutale.

C'est le 28 janvier 1798 que le général Ménard a occupé le pays de Vaud ; c'est le 2 mars que les généraux Brune et Schauenburg ont attaqué Berne qui a capitulé le 5. Dès lors, l'Ancien Régime disparu, les Français ont doté la Suisse d'une constitution unitaire et démocratique qui en fait une république gouvernée par un Directoire exécutif de cinq membres et par un parlement de deux chambres — le Grand Conseil et le Sénat — et composée de vingt-deux cantons⁵, dont le Valais.

La situation du Valais

Au début du printemps de 1798, notre canton, les Français aidant, a dû accepter sa réunion à la République helvétique une et indivisible. Si les Bas-Valaisans, qui ont proclamé leur indépendance le 28 janvier,

³ En ce qui concerne les préliminaires de cette expédition, cf. Louis Moret-Rausis, *Bourg-Saint-Pierre : la vie d'une cité alpine*, Martigny, 1956, pp. 100-102. - Cette armée sera forte de quelque 40 000 hommes. Cf. *le Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1930, t. V, p. 637, et Louis Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais*, Sion, 1885, p. 123. Le chiffre de 60 000 hommes avancé par certains auteurs semble exagéré.

⁴ Les raisons de cette invasion sont multiples. Nous mentionnons ici uniquement celles qui concernent indirectement le passage de l'armée française par le Grand-Saint-Bernard, en mai et en juin 1800.

⁵ Le nombre est bientôt réduit à 18, puis élevé à 19 avec l'adhésion des Grisons, réunis à la République helvétique le 21 mars 1799.

n'ont guère rechigné, il n'en a pas été de même des Haut-Valaisans qui avaient dominé le pays jusque-là. En mai 1798 déjà, ils ont pris les armes, ont occupé Sion et, les troupes rassemblées dans les dizains restés fidèles ayant été incapables de les contenir, ils sont parvenus dans la région de Martigny. Seule l'arrivée de renforts vaudois et français a pu les forcer à la retraite. Le 17 mai, les troupes gouvernementales ont repris Sion et l'ont pillée. Le 18, le général Lorge s'est emparé de Loèche, puis s'est dirigé sur Brigue. L'insurrection mâtée, les contingents vaudois et valaisans ont été licenciés le 20, tandis que les troupes françaises ont occupé le pays jusqu'au 9 juin.

L'année suivante, encouragés par les succès des troupes autrichiennes en Italie du Nord, les Haut-Valaisans reprennent les armes. Sion est à nouveau occupée, le 4 mai. Les troupes gouvernementales doivent se replier jusqu'au pont du Trient où viennent les rejoindre des renforts vaudois et français. Les rebelles rebroussement chemin aussitôt, mais ce n'est cependant que le 14 août que l'insurrection est muselée. Cette fois, ce n'est que vers la fin du mois d'octobre 1799 que les troupes françaises quittent le pays « à l'exception de la 28^e demi-brigade et d'un bataillon de la 110^e »⁶ qui y séjournent jusqu'en mai 1800.

Le Valais est une région meurtrie ; pillé par les troupes étrangères, ployant sous le fardeau des réquisitions de toutes sortes⁷ et sous les impôts levés par le nouveau régime, il est au bord de la ruine. Le 20 juin 1799, le général français Xaintrailles s'y conduisant comme dans un pays conquis, le préfet national du Valais, Charles-Emmanuel de Rivaz, donne sa démission. Il obtient ainsi par son geste spectaculaire le remplacement de Xaintrailles par le général Turreau⁸. Mais la situation ne s'améliorera guère pour autant.

C'est donc dans une période très critique pour notre canton que l'Etat français, en mai 1800, réclame du gouvernement valaisan une nouvelle aide⁹ destinée, cette fois, à faciliter le passage d'une armée française par le Grand-Saint-Bernard. La Chambre administrative proteste ; dans une lettre datée du 20 mai, adressée à la Commission exécutive¹⁰, elle écrit que « le Premier consul de la République française lui a adressé 1^o une réquisition de 6000 paysans à l'effet de traîner des canons depuis Bourg-Saint-Pierre au Saint-Bernard, sous la condition

⁶ Michel Salamin, *op. cit.*, p. 100.

⁷ En ce qui concerne les détails de ces réquisitions, cf. Michel Salamin, *op. cit.*, pp. 94-131.

⁸ Turreau destituera Charles-Emmanuel de Rivaz de sa fonction de préfet national du Valais, le 23 janvier 1802.

⁹ Déjà auparavant, les Français ont exigé des réquisitions d'hommes, de vivres, d'armes et de munitions, dans différentes régions de la République helvétique.

¹⁰ Le 7 janvier 1800, à la suite d'un coup d'Etat, le Directoire a été dissous ; et le 8, le pouvoir exécutif a été confié à une commission intérimaire de sept membres.

d'un paiement de 1000 livres de France, effectué de suite pour chaque pièce de canon qui aurait été transportée ; 2^o une seconde réquisition pour la mise en activité de 600 hommes qui seraient placés depuis Saint-Rhémy ¹¹ à Saint-Maurice et destinés à assurer les transports et les convois, sous promesse d'un paiement de dix sols par jour, et pour les officiers d'un traitement égal à celui des officiers français ¹² », et elle se plaint que ces charges pèsent uniquement sur le Valais. Quant à la Commission exécutive, elle ne peut que constater son impuissance : « ... quelque forte que paraisse au premier coup d'œil cette réquisition de 6000 hommes, cependant, les conditions auxquelles elle est faite la rendent moins onéreuse, peut-être même profitable à ceux qu'elle atteindra, puisque sans doute une rétribution de 1000 francs par pièce de canon présente une indemnité suffisante. D'ailleurs, lors même que ce motif d'acquiescement ne subsisterait point, la Commission exécutive ne voit pas qu'on puisse rien changer à cette disposition faite par ordre du Premier consul et commandée impérieusement par les circonstances. Elle n'estime pas non plus devoir faire aucune démarche pour obtenir un changement de disposition à l'égard des six compagnies qui doivent être mises en activité et distribuées sur les points de Saint-Rhémy, Saint-Bernard, Bourg-Saint-Pierre, Martigny et Saint-Maurice. Le canton [du] Léman, qui est tenu à une obligation semblable, ne peut pas davantage en être dispensé. Il s'agit ici de satisfaire aux besoins du moment, et toute mesure qui apporterait des retards à l'exécution des projets du Premier consul serait non seulement nuisible à la cause commune, mais encore pourrait augmenter les charges qui pèsent sur le Valais. D'ailleurs, cette troupe doit être soldée sur un pied qui n'est pas désavantageux et si, contre l'attente du Gouvernement, elle ne l'était pas, il se montrerait disposé à seconder de ses faibles moyens les efforts que le Valais fait dans cette occasion » ¹³.

La Chambre administrative valaisanne — sans illusions — n'a pas attendu cette réponse pour obtempérer à la volonté du Premier consul. Elle a déjà pris les mesures adéquates ; et l'une de celles-ci concerne Charles d'Odet. Désormais, c'est essentiellement le témoignage de cet homme et des documents qu'il a conservés qui va nous permettre une approche originale d'un événement qu'on croyait bien connu ¹⁴.

¹¹ Saint-Rhémy est le premier village italien sur la route qui relie le Grand-Saint-Bernard à Aoste.

¹² Cf. *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republick (1798-1803)*, publié par Johannes Strickler, t. V (octobre 1799-8 août 1800), Bern, 1895, p. 980, n^o 400/27a.

¹³ *Ibidem*, p. 980, n^o 400/27b.

¹⁴ Pour ceux qui désirent avoir une vision plus complète de l'affaire, nous signalons que Louis Moret-Rausis donne une brève bibliographie concernant ce passage et ses conséquences, à la page 99 de son ouvrage, dans la note 1.

II

LE PASSAGE DU GRAND-SAINT-BERNARD VÉCU PAR CHARLES D'ODET

Le passage du Grand-Saint-Bernard par l'armée française commence le 14 mai 1800¹. Les ouvrages historiques exaltent surtout l'audace de Bonaparte et le courage de ses soldats, dédaignant le travail pénible et obscur fourni par les Valaisans et ignorant le rôle joué par Charles d'Odet. Ce sont ces lacunes que nous souhaitons combler.

La mission de Charles d'Odet

Tandis qu'elle tente de réunir les 6000 hommes dont les Français ont besoin, la Chambre administrative du Valais² décide de confier leur direction à Charles d'Odet³. Dans une lettre datée du 20 mai 1800, elle lui précise quelles seront ses tâches : « ... commander les ouvriers requis pour le transport des canons, recevoir à cet effet les ordres des commandants d'artillerie préposés à ce transport et les transmettre auxdits ouvriers requis, en faire le dénombrement, les enregistrer, surveiller à ce que tous travaillent de manière à pouvoir être admis au partage de ce qui sera payé pour leurs travaux, en faire l'appel journalier, et tout ce qui pourra être utile dans la circonstance, tant pour les personnes que [pour] leurs intérêts et [pour] l'objet de leurs travaux. Enfin, se rendre auprès de la députation de la Chambre administrative, qui se trouve à Martigny, pour en recevoir des ordres plus appropriés à la circonstance, lui promettant des honoraires proportionnés au temps qu'il mettra à remplir entièrement sa fonction »⁴.

Au moment où il est investi de cette mission, Charles d'Odet doit éprouver un double sentiment. D'une part, un sentiment de grogne : il est, à l'époque, capitaine de la garde des Autorités suprêmes helvétiques à Berne et vient de rentrer en Valais pour jouir d'un congé de deux

¹ Cf. Adolphe Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. I, Bruxelles, 1845, p. 119 : « Lannes passa le premier, à la tête de l'avant-garde, dans la nuit du 14 au 15 mai (24-25 floréal). » - La mission d'Odet s'achèvera autour du 12 juin déjà.

² A l'époque, les membres de la Chambre administrative sont les suivants : Casimir Lang, Joseph-Louis Pittier, Isaac de Rivaz, Nicolas Roten, Jean-François Vanay.

³ Les Français ont demandé que cette mission soit assumée par un membre du gouvernement, mais aucun administrateur ne l'a acceptée.

⁴ Fonds d'Odet 4, P 9/1 : lettre de la Chambre administrative à Charles Odet, de Sion, le 20 mai 1800 ; copie.

mois⁵ ; d'autre part, un sentiment de fierté de pouvoir, à l'âge de 23 ans, servir le Premier consul qu'il admire et qui lui inspire, selon ses propres termes, un véritable « enthousiasme »⁶. Il n'est pas douteux que ce dernier sentiment va étouffer très rapidement le premier et que c'est plein de zèle qu'Odet arrive dans la vallée de l'Entremont, probablement le 22 mai 1800.

Charles d'Odet au Grand-Saint-Bernard

Il se met immédiatement à la disposition du citoyen Allix⁷, chef de brigade responsable du transport de l'artillerie, afin que le travail des ouvriers valaisans répondent en tout point aux exigences françaises. Il aura sous ses ordres trois proches collaborateurs : « Duvernay⁸, un des secrétaires de la Chambre administrative du Valais, et deux hommes désignés par lui⁹, à savoir Etienne Delasoie¹⁰ et Joseph-Hubert Franc¹¹ ;

⁵ Peut-être, d'ailleurs, s'agit-il d'un congé de réflexion, car il n'est pas impossible que d'Odet ait déjà donné sa démission et qu'on ne veuille pas la lui accorder.

⁶ Fonds d'Odet 4, P 20 : mémoire justificatif écrit par Odet et daté du 31 juillet 1804.

⁷ Jacques-Alexandre-François Allix de Vaux (1768-1836), comte de Freudenthal, notamment chef de brigade du 1^{er} régiment d'artillerie à pied du 13 mars 1800 au 3 octobre 1801. En juillet 1808, il sera autorisé à passer au service du roi de Westphalie, deviendra général de brigade, puis général de division. Le 28 novembre 1813, il sera réadmis au service de France comme général de brigade et sera nommé général de division, le 26 février 1814. - Cf. Georges Six, *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, t. I, Paris, 1934, pp. 10-11.

⁸ Il s'agit sans doute de celui qui sera secrétaire de la municipalité de Monthey sous Turreau. Cf. Michel Salamin, *op. cit.*, p. 262. - Duvernay est mis à la disposition d'Odet par la Chambre administrative.

⁹ Les délégués de la Chambre administrative lui ont permis « de s'adjoindre et [de] nommer sous ses ordres, en [se] concertant avec le commissaire Gard, tels autres citoyens qu'il jugera propres et en tel nombre qui lui sera nécessaire ». Fonds d'Odet 4, P 9/1 : message des délégués de la Chambre administrative à Charles Odet, de Martigny, le 22 mai 1800. Ce message se trouve à la suite de la copie de la lettre adressée par la Chambre administrative à Charles d'Odet, le 20 mai 1800. Voir p. 170, note 4.

¹⁰ Etienne Delasoie, frère de Gaspard-Etienne, député à la Diète (1807-1808), secrétaire du tribunal du dizain d'Entremont (1807-1808). Cf. Michel Salamin, *La République indépendante du Valais (1802-1810)*, Sierre, 1971, p. 273 (*Le Passé retrouvé*, t. I).

¹¹ Joseph-Hubert Franc (1743-1818), de Monthey, procureur et député du dizain à l'assemblée du Bas-Valais en 1814.

enfin, les chefs des communes valaisannes¹² et leurs ressortissants qui sont déjà au travail.

A peine arrivé, Charles d'Odet constate que le nombre de 6000 ouvriers n'est pas atteint. Il est donc nécessaire que la Chambre administrative oblige les communes à compléter leur contingent et, pour qu'elle puisse le faire sans difficulté, Odet doit lui envoyer le détail, par commune, des hommes qu'il a sous ses ordres¹³.

Il lui faut aussi régler méthodiquement le transport de l'artillerie¹⁴ dont seulement « quelques pièces... furent traînées par des corps de militaires de l'armée »¹⁵ française ; surveiller et accélérer le travail des Valaisans. Ceux-ci ont souvent besoin d'être encouragés. Odet doit même dissuader plusieurs d'entre eux de s'en aller, car le transport est pénible. Bien qu'aidés de mulets, les paysans sont obligés de porter sur leurs épaules de nombreuses pièces d'artillerie, « l'espace de trois heures de chemin depuis Bourg-Saint-Pierre jusqu'au Grand-Saint-Bernard »¹⁶. Les blessures sont fréquentes, les vêtements parfois lacérés, la nourriture pas toujours suffisante¹⁷ et la tâche « au-dessus de leurs forces »¹⁸.

¹² Il ressort des papiers d'Odet que les ouvriers venaient de toute la partie française du Valais, des districts de Monthey et de Sierre, de l'Entremont évidemment, mais aussi d'Ayent, de Bramois, de Conthey, d'Evolène, d'Hérémenche, de Mase, de Nax, de Nendaz, de Savièse, de Sion et de Vex. Cette liste n'est pas exhaustive. - Cf. fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 15, n° 26 : lettre de la Chambre administrative du Valais à Charles Odet, du 10 février 1801, et fonds d'Odet 4, P 21 : état des reçus qui ont été délivrés au Grand-Saint-Bernard, les 14, 15, 16 et 17 prairial an VIII, et qui n'ont pas été payés, état dressé par Charles Odet, le 31 juillet 1804 ; copie.

¹³ Ce n'est cependant que le 29 mai 1800 que le gouvernement lui fait cette demande. Fonds d'Odet 4, P 10 : lettre de la Chambre administrative du Valais à Charles Odet, du 29 mai 1800.

¹⁴ Les munitions étaient transportées dans de petites caisses. « Les affûts et les caissons avaient été démontés... et placés sur des mulets. Restaient les pièces de canon elles-mêmes, dont on ne pouvait pas réduire le poids par la division du fardeau. Pour les pièces de douze surtout, et pour les obusiers, la difficulté fut plus grande qu'on ne l'avait d'abord imaginé. Les traîneaux à roulettes construits dans les arsenaux ne purent servir. On imagina un moyen qui fut essayé sur-le-champ et qui réussit : ce fut de partager par le milieu des troncs de sapin, de les creuser, d'envelopper avec deux de ces demi-troncs une pièce d'artillerie et de la traîner ainsi enveloppée... Malheureusement, les mulets commençaient à manquer. Les muletiers surtout, dont il fallait un grand nombre, étaient épuisés. On songea dès lors à recourir à d'autres moyens. On offrit aux paysans des environs jusqu'à mille francs par pièce de canon qu'ils consentiraient à traîner de [Bourg]-Saint-Pierre à Saint-Rhémy. Il fallait cent hommes pour en traîner une seule. » Cf. Adolphe Thiers, *op. cit.*, t. I, p. 120.

¹⁵ Fonds d'Odet 4, P 20. Voir p. 171, note 6.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ En principe, les ouvriers valaisans recevaient la même nourriture que celle des soldats français. Ils avaient droit, en sus, à une bouteille d'eau-de-vie par seize personnes. Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 15, n° 22 : lettre de Charles Odet à la Chambre administrative, de Sion, le 30 janvier 1801 ; minute.

¹⁸ Fonds d'Odet 4, P 20. - Dans sa lettre écrite au comte Jean-François-Aimé Dejean, ministre directeur de l'Administration de la Guerre, Odet parle de « la fatigue extraordinaire des ouvriers dont le plus grand nombre n'a pu y résister ». Fonds d'Odet 4, P 24 : lettre de Charles Odet à Dejean, de Sion, le 8 avril 1805 ; copie.

Il lui faut enfin s'occuper du salaire des ouvriers. Le Premier consul avait promis 1000 francs¹⁹ par canon monté²⁰. Or, cette promesse n'est pas tenue. Les Français préfèrent payer les porteurs à la pièce²¹ : l'ouvrier, parvenu au sommet du Grand-Saint-Bernard, doit remettre la ou les pièces transportées à un officier qui lui délivre un récépissé. Ce récépissé est ensuite contrôlé à Bourg-Saint-Pierre par Allix qui marque au bas de celui-ci : « Bon pour payer la somme de... » ; ensuite de quoi cette somme est enfin versée par l'intermédiaire de Charles d'Odet qui tient une comptabilité précise de l'argent que le chef de brigade lui confie et qu'il doit distribuer.

Les mauvais ouvriers pouvaient gagner, par ce procédé, 15 à 20 batz par jour ; les médiocres, 25 à 30, et les bons, jusqu'à 60 batz²². Mais, de façon générale, l'argent reçu les dédommageait de leurs blessures, de leurs habits déchirés, mais nullement de leurs peines²³. On peut imaginer leur désarroi quand, dès le 3 juin 1800 (14 prairial an VIII)²⁴, la plupart d'entre eux ne sont plus payés²⁵. Comme Bonaparte avance à grands pas vers les troupes autrichiennes qui guerroyaient en Italie du Nord²⁶, que la majeure partie des troupes françaises a passé le sommet du col et que le travail des Valaisans approche de sa fin, Allix ne se préoccupe plus de tenir ses engagements²⁷. Par une note adressée à Odet, le 4 juin (15 prairial), il indique que les ouvriers recevront les récépissés au Grand-Saint-Bernard comme à l'ordinaire, mais que, tant qu'il sera absent de ce village — il est à Etroubles dans le

¹⁹ A l'époque, francs et livres sont synonymes.

²⁰ Charles d'Odet rappelle cette promesse dans son mémoire du 31 juillet 1804 et dans sa lettre à Dejean. Cf. fonds d'Odet 4, P 20, et fonds d'Odet 4, P 24.

²¹ «... tant par chaque pièce [avant-train, cheville, entretoise d'un affût, essieu, flasque, flèche, etc.] composant l'attirail d'une pièce de canon ». Fonds d'Odet 4, P 24. - Il en est de même pour les caisses à outils, les caisses à munitions et les caissons.

²² Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 15, n° 22. Voir p. 172, note 17. - 10 batz équivalent à 1 franc.

²³ Fonds d'Odet 4, P 20.

²⁴ Ils ont déjà travaillé douze jours au moins.

²⁵ Ils sont d'ailleurs moins nombreux qu'au début. Il semble en effet que les dettes françaises concernent environ un millier de Valaisans. Fonds d'Odet 4, P 29 : lettre de Charles d'Odet à la Commission de liquidation, de Sion, le 1^{er} mars 1816 ; copie.

²⁶ Le 14 juin, Bonaparte, avec l'aide du général Desaix, battra les troupes autrichiennes à Marengo et les forcera à signer un armistice. - Desaix trouvera la mort durant le combat.

²⁷ Les caisses sont vides. A moins que l'officier chargé de payer les Valaisans ait, comme certains l'affirment, « fait sa poche d'une partie des argents que Bonaparte leur avait destinés ». Cf. Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, t. I, p. 109. Il est intéressant de noter que, devenu commandant de l'artillerie de l'armée, Allix « fut accusé d'irrégularités dans sa comptabilité, de malversations et détournements sur les fonds de l'artillerie pour des constructions particulières et mis aux arrêts [le] 29 octobre 1802 (ses arrêts furent levés parce que sa comptabilité fut reconnue en ordre, le 2 décembre) ». Cf. Georges Six, *op. cit.*, t. I, p. 11.

val d'Aoste — son remplaçant provisoire ne permettra d'acquitter que le service des mulets ²⁸.

Le 7 juin 1800 (18 prairial an VIII), Odet, ayant attendu en vain le retour d'Allix à Bourg-Saint-Pierre et, sans doute, poussé par le mécontentement de ses hommes, se rend à Etroubles. Il peut, après plusieurs démarches infructueuses, aborder le chef de brigade et lui présenter ses réclamations ²⁹. Mal lui en prend, puisqu'il n'obtient pour toute réponse qu'une déclaration où Allix, constatant l'urgence qu'il y a de faire descendre l'artillerie du Saint-Bernard, exige que les Valaisans viennent avec leurs charges jusqu'à Etroubles, sans quoi rien de ce qui leur est dû ne sera payé ³⁰. A cette nouvelle, beaucoup d'ouvriers renoncent à descendre dans la vallée d'Aoste, vu qu'Allix, précédemment, a déjà manqué à sa parole ³¹. Quant à ceux qui s'y rendent néanmoins, il ne semble pas qu'ils soient payés. Ils peuvent se consoler cependant à l'idée que Charles d'Odet n'a pas encore reçu son salaire, comme le confirme Allix : « Quant au traitement particulier qui vous est dû pour les soins continuels que vous avez pris pour la direction des ouvriers, je ne pense pas qu'il soit digne de vous, ni de moi, et surtout du gouvernement qui vous a employé, de le déterminer moi-même. Je prie en conséquence le général Marmont ³², conseiller d'Etat et commandant en chef l'artillerie de l'armée de réserve, de faire déterminer par un arrêté du Premier consul la gratification qui doit vous être accordée, ainsi qu'aux subordonnés que le gouvernement helvétique vous avait adjoints » ³³.

Le 9 juin 1800 (20 prairial an VIII), Odet reçoit encore une note d'Allix. C'est la dernière : dès cette date, les Valaisans n'ont plus aucune nouvelle de lui ³⁴, et les sommes dues ne seront pas acquittées. « ... les paiements ne furent pas effectués en entier les quatre derniers jours, savoir les 14, 15, 16 et 17 prairial ³⁵, et une partie des communes seulement put être payée, vu le manque de fonds dans la caisse du chef

²⁸ Fonds d'Odet 4, P 8 : lettre d'Allix à Charles Odet, du Saint-Bernard, le 4 juin 1800 (15 prairial an VIII) ; copie. - Il semble que le service des mulets sera payé dans sa quasi-totalité.

²⁹ Fonds d'Odet 4, P 46 : lettre de Charles d'Odet à Alphonse de Torrenté, grand châtelain du dizain de Sion, de Sion, le 29 mai 1830 ; copie. Voir annexe 3.

³⁰ Fonds d'Odet 4, P 8 : lettre d'Allix à Charles Odet, d'Etroubles, le 7 juin 1800 (18 prairial an VIII) ; copie reportée sur la même feuille que la lettre du 4 juin adressée par Allix à Odet.

³¹ Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 15, n° 25 : lettre d'Odet à un général non identifié, de Sion, le 9 février 1801 ; minute.

³² Auguste-Frédéric-Louis Viesse de Marmont (1774-1852), duc de Raguse, fut nommé conseiller d'Etat (section de la guerre), le 25 décembre 1799, et commanda en chef l'artillerie de l'armée de réserve dès le 15 avril 1800.

³³ Fonds d'Odet 4, P 8. Voir ci-dessus, note 30.

³⁴ Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 15, n° 25. Voir ci-dessus, note 31.

³⁵ Sans doute, le 18 aussi.

Allix, ce qu'il déclare lui-même par ses lettres datées du Saint-Bernard, du 15 prairial, et d'Etroubles, du 18 et 20 même mois »³⁶.

Quant aux communes qui n'ont pas été entièrement payées, Odet affirme que « les sommes qui leur sont dues sont motivées à teneur des reçus qu'elles obtenaient sur le Grand-Saint-Bernard et qui constataient la qualité des effets qu'elles avaient transportés. Le chef Allix y ajoutait la taxe convenue d'après chaque article. La somme totale qui leur est due se monte à deux mille deux cent quatre-vingt-treize francs de France³⁷. Dans cette somme n'est pas compris le traitement de chaque chef de commune³⁸ que j'ai été obligé de nommer pour organiser un grand nombre de paysans qui, sans cela, bien loin d'être d'un grand secours, n'aurait fait qu'entraîner de la confusion. J'y avais été autorisé d'ailleurs, soit par le chef de brigade Allix (qui en a payé quelques-uns), soit par mon gouvernement »³⁹.

Conclusion

C'est vers le 12 juin 1800 (23 prairial an VIII) que la mission d'Odet au Grand-Saint-Bernard prend fin⁴⁰. Il a servi sa patrie en loyal et fidèle citoyen, le Premier consul, en zélé subordonné. Allix et la Chambre administrative le reconnaîtront sans difficulté. Voici, par exemple, la teneur du certificat que le gouvernement valaisan lui délivre le 19 juin 1801 : « La Chambre administrative du canton de Valais certifie que le citoyen Allix, chef de brigade, chargé par le gouvernement français de diriger les transports de l'artillerie de l'armée de réserve au printemps de 1800, a écrit à cette Chambre, dans le courant du mois de juin de l'année dernière⁴¹, une lettre datée d'Etroubles

³⁶ Fonds d'Odet 4, P 20. Voir ci-dessus p. 171, note 6. - Dès le soir du 18 prairial, Odet a quitté le Grand-Saint-Bernard.

³⁷ Cette somme est due aux habitants de ces communes, qui ont travaillé au Grand-Saint-Bernard. Sans doute par commodité, Charles d'Odet fait un décompte par commune et non par individu. C'est ainsi qu'il est dû 470 livres à la commune de Bagnes (Besse et Perrodin) ; 426, à celle de Conthey (Jean-Pierre Dessimoz) ; 294, à celle de Savièse (Joseph Favre) ; 265, à celle de Sion (Henri Wirth) ; 186, à celle d'Evolène (Antoine Métrailler) ; 180, à celle d'Héremence (François Dayer) ; 148, à celle d'Ayent (Etienne Fardel) ; 127, à celle de Nendaz (Jacques Bourban) ; 62, à celle de Bovernier (Sarrasin) ; 36, à celle d'Orsières (Gaillard) ; 24, à celle de Liddes (Baptiste Bastian) et à celle de Bramois (Jean Gasser) ; 21, à celle de Mase (Joseph Rossier) ; 12, à celle de Nax (Chrétien Bitz) et à celle de Monthey (Joseph Bovier) ; 6, à celle de Vex (Duez). - Les noms entre parenthèses désignent les « préposés » de chacune de ces 17 communes. Fonds d'Odet 4, P 21. Voir ci-dessus p. 172, note 12.

³⁸ *Ibidem*. - Chaque chef de commune devait recevoir un supplément de 6 batz par jour.

³⁹ Fonds d'Odet 4, P 20.

⁴⁰ Il a quitté le Grand-Saint-Bernard au soir du 18 prairial et, les jours suivants, il lui a fallu faire ses comptes et un rapport. Cette date est cependant approximative, car Odet n'indique nulle part en quel jour il considère avoir commencé sa mission. Il se contente d'affirmer qu'elle l'a occupé durant 23 jours.

⁴¹ Il est écrit : « de juin dernière année ».

dans le pays d'Aoste, par laquelle il déclare formellement que le citoyen Charles d'Odet, commissaire de ladite Chambre pour commander les ouvriers requis pour le transport des canons, lui a rendu un compte exact et fidèle de toutes les sommes que ledit citoyen Allix lui avait remises ou fait remettre pour être employées aux frais desdits transports »⁴² ; et quelques mots écrits, le 13 mai 1805, par Antoine-Marie Augustini, alors grand bailli du Valais, qui certifie qu'Odet « s'est véritablement comporté dans ce commandement pénible à la satisfaction des autorités du Valais qui l'en ont chargé »⁴³.

Mais les sentiments d'Odet, entre le 22 mai et le début de juin 1800, ont évolué. L'enthousiasme qu'il manifesta au début pour la cause française a fait place à l'amertume. Il ne peut accepter que les paysans qui furent sous ses ordres n'aient pas été totalement payés et que lui, ainsi que ses deux plus proches collaborateurs, n'aient rien reçu. Il va réclamer justice avec une constance et une ténacité propres au caractère valaisan. Il le fera d'autant plus assidûment et plus violemment qu'il est sans cesse harcelé par des gens qui, en tant que ses anciens subordonnés, viennent chez lui réclamer leur dû. Et l'on peut dire que c'est un véritable cauchemar qui débute pour Odet en ce mois de juin 1800.

⁴² Fonds d'Odet 4, P 13 : certificat délivré par la Chambre administrative à Charles Odet, de Sion, le 19 juin 1801 ; copie. Voir p. 159, note 15.

⁴³ Fonds d'Odet 4, P 25 : lettre de Charles Odet au ministre de la Guerre, Berthier, de Sion, le 11 mai 1805, lettre suivie du certificat délivré, le 13 mai 1805, par Augustini ; copies.

III

LES SÉQUELLES DE LA MISSION DE CHARLES D'ODET AU GRAND-SAINT-BERNARD

La mission que le gouvernement valaisan a confiée à Charles d'Odét, au moment du passage des troupes françaises par le Grand-Saint-Bernard, ne dure qu'une vingtaine de jours ; ses répercussions, plusieurs lustres. Durant des années, en effet, avec une foi et une volonté inébranlables, Odét tente d'obtenir justice. Il doit lutter pour défendre sa réputation outragée ; il doit lutter encore afin que le rôle ingrat et pénible joué par les Valaisans soit reconnu ; il doit lutter enfin pour chercher à recouvrer le salaire que lui-même et ses anciens subordonnés ont mérité en cette fin de mai et en ce début de juin 1800.

La réputation de Charles d'Odét compromise

La pauvreté rend parfois l'homme impatient et injuste. Il n'est donc pas étonnant que des Valaisans, ayant travaillé au Saint-Bernard, s'adressent à Charles d'Odét avec insistance pour obtenir ce qui leur est dû, mettant en doute son honnêteté et compromettant même sa réputation¹. Le jeune homme, d'ailleurs, ne leur en tient guère rigueur, qui écrit : « Ne sachant à qui s'adresser, un grand nombre me sont venus demander à mains jointes un salaire qui leur a été saintement et solennellement promis, mais je n'étais pas en état de les contenter. Plusieurs d'entre eux murmurèrent et s'oublèrent jusqu'à m'accuser de leur retenir leur solde. Quoique je sois dans le cas de me mettre entièrement à couvert sur ce point, quoique j'aie même perdu de ma poche dans une comptabilité aussi critique que celle où je me trouvais... et que je n'aie

¹ Certains ouvriers, au début en tout cas, se sont adressés à d'autres personnalités. C'est ainsi que le sous-préfet du district de Saint-Maurice, Hyacinthe de Nucé, écrit au préfet national du Valais Charles-Emmanuel de Rivaz : « Plusieurs particuliers d'Outre-Rhône, requis à tour de rôle pour se transporter à Bourg-Saint-Pierre y effectuer le passage de l'artillerie, ayant reçu en paiement des bons pour la somme de douze louis, ne sachant à qui s'adresser pour les convertir en espèces sonnantes, ainsi que le portait la publication, me les avaient envoyés pour voir si je trouverais un moyen propre à réaliser leurs espérances, dignes fruits de leur travail ». Il ajoute : « Frustrés de tout espoir de récompense, ils vous supplient par mon organe de vouloir bien leur indiquer la marche qui leur reste à prendre, persuadé que l'intention du Premier consul n'est pas que ces braves gens aient abandonné leurs travaux domestiques pour courir où il les invitait de se transporter, sans les récompenser de leur zèle et du temps perdu pour leurs intérêts particuliers ». Fonds de l'Helvétique (AV, H), vol. 12, n° 241 : lettre de Hyacinthe de Nucé au préfet national du Valais, de Saint-Maurice, le 8 juillet 1800 ; copie.

pas reçu un cruche pour mes vacations, cependant je ne pus me formaliser de ces termes que le désespoir seul leur suggère »².

Le 13 août 1804, il revient encore sur ce point : « Les habitants des petites républiques sont naturellement méfiants et quelques-uns d'entre eux sont encore dans la persuasion que j'ai retenu cet argent, malgré les pleines quittances que j'ai, soit du chef de brigade, soit de mon gouvernement ; malgré la lettre dudit chef Allix, datée d'Etroubles du 20 prairial, par laquelle il confesse redevoir quelque argent à certaines communes, époque cependant où j'étais retiré du Grand-Saint-Bernard avec mes gens, depuis deux jours ; malgré que le chef Allix ait lui-même confessé aux chefs des communes, que j'ai fait assembler à cet effet, qu'il leur restait redevable, ces gens persistent encore dans une espèce de méfiance »³.

Son indulgence n'est pas sans limite cependant. Que ses anciens subordonnés murmurent entre eux, cela est compréhensible ; mais que des tiers prennent plaisir à colporter de faux bruits pour ternir sa réputation lui est insupportable. Il ne cherche plus alors à maîtriser son caractère, roide comme le flanc des montagnes entre lesquelles il s'est formé, franc et orgueilleux comme le relief valaisan. Aussi, lorsque des langues malveillantes viennent lui rapporter les paroles blessantes qu'aurait tenues contre lui le président de Sion, Antoine Theiler, il n'hésite pas un seul instant, le 22 octobre 1800, à prendre la plume et à lui écrire vertement : « Vous vous resouviendrez peut-être encore des propos que vous [vous] êtes permis hier contre ma personne, en nombreuse compagnie, chez le président du canton⁴. Vous m'y avez inculqué comme si (lorsque je commandais en chef les ouvriers destinés au transport de l'artillerie de l'armée de réserve sur le Grand-Saint-Bernard) j'avais favorisé, dans le paiement, les habitants du Valais occidental au détriment de ceux des districts de Sion et [de] Sierre. Secundo, que des sommes avaient été livrées pour plein acquittement des ouvriers, mais qu'elles avaient été soustraites. Tertio, qu'on avait eu le projet concerté de faire marcher en personne les anciens magistrats de Sion comme manœuvres, et d'autres choses semblables. — Je vous ai, à la vérité, donné des démentis formels sur tous les points, mais je viens vous demander par écrit si vous persistez dans leur assertion, car, alors, je prendrai des mesures convenables ; si, par contre, vous avez été mal informé, comme j'aime à le croire, je demande de votre justice et loyauté que vous me nommiez les personnes de qui vous tenez ces fables traînées contre moi

² Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 14, n° 65 : lettre de Charles d'Odet à son cousin, citoyen administrateur (Isaac de Rivaz) ; minute non datée.

³ Fonds d'Odet 4, P 20. Cf. aussi fonds d'Odet 4, P 25. Voir ci-dessus p. 171, note 6, et p. 176, note 43.

⁴ Sans doute Joseph-Louis Pittier.

par vous-même, pour que [je] puisse en venir à la source et poursuivre les calomniateurs »⁵.

On peut imaginer la surprise et la colère de Theiler à la réception d'une telle lettre. « Fort à la hâte », il compose sa réponse dont le ton est outré, le style souvent mauvais⁶ et l'écriture, traduisant son trouble, parfois presque illisible. Il y dit notamment ceci : « Je réponds en passant à votre lettre en date d'hier, reçue qu'en ce moment [sic], en vous rendant un démenti formel que j'aie dit que c'était vous qui aviez sous-trait le paiement des ouvriers et que vous ayiez favorisé ceux du Bas-Valais.

» Je vous donne un démenti formel et vous traite de rêveur si j'ai dit la moindre chose qui pût attaquer votre honneur ou loyauté, [ce] que je ne recherche pas, [ne] m'occupant que de mes affaires »⁷.

Il affirme, en plus, n'avoir pas d'ordre à recevoir d'Odet, n'avoir aucun compte à lui rendre et, s'il prend la peine de lui répondre, ce n'est que pour lui faire voir combien peu il craint les menaces lorsqu'il sait et se rappelle ce qu'il dit. Il pourrait fort bien assigner Charles Odet devant un tribunal, mais préfère « l'oubli des injures »⁸ qu'un homme peu réfléchi lui a lancées.

Il semble bien que la lettre de Theiler ait mis un terme à cette escarmouche fort révélatrice du caractère de Charles d'Odet et des difficultés auxquelles, à l'époque, il doit faire face.

Mais la rumeur publique est tenace et les calomnies ont la vie dure. Il est permis de penser que Charles Odet aura, durant presque toute sa vie, à en souffrir. Comment expliquer sinon l'acharnement avec lequel il cherche à obtenir, en 1830 encore, la condamnation de François-Joseph Voisin⁹. Ce dernier, tambour domicilié à Sion, comparaît devant le châtelain de cette ville¹⁰, le 24 mai 1830. Charles d'Odet est probablement l'un des plaignants. Lors des débats, le ton monte et Voisin lance à Odet : « *Nous ne sommes pas ici au Saint-Bernard* ». Sommé d'expliquer sa pensée, il s'y refuse tout en affirmant qu'il vaut beaucoup plus que son interlocuteur¹¹.

Charles d'Odet juge avoir été insulté « gravement »¹². « Ces paroles : *nous ne sommes pas ici au Saint-Bernard* veulent rappeler une

⁵ Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 14, n° 63 : Charles d'Odet à Theiler, de Sion, le 22 octobre 1800 ; minute.

⁶ Theiler est de langue maternelle allemande.

⁷ Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 14, n° 67 : lettre d'Antoine Theiler à Charles Odet, de Sion, le 24 octobre 1800 ; orig.

⁸ *Ibidem*.

⁹ Pour plus de détails concernant cette affaire, voir les annexes 2-6.

¹⁰ Sans doute pour une cause d'ordre foncier.

¹¹ Ces faits sont confirmés par une déclaration écrite du châtelain Alexis Wolff, datée du 24 mai 1830. Cf. fonds d'Odet 4, P 45/1 : copie avec signature autographe. Voir annexe 2.

¹² Fonds d'Odet 4, P 46. Voir ci-dessus p. 174, note 29.

atroce calomnie, qui s'était répandue dans le temps, que j'avais profité du commandement que j'y avais eu sur les 6000 Valaisans pour leur soustraire leurs salaires. Car, si telle n'avait pas été son intention, il devait se disculper lorsque je lui en ai donné les moyens. Et comment pouvait-il se dire valoir plus que moi, s'il n'avait pas voulu m'envisager comme taré de réputation, lui qui est un interdit, tandis que je ne le suis pas ? De quoi, d'ailleurs, avait-il à se plaindre, lui qui, par sa jeunesse, ne pouvait s'y trouver ? lui à qui, par conséquent, il ne pouvait rien être redû ? »¹³.

Voilà Odet obligé de rappeler les événements de 1800, les salaires non payés, les décharges écrites qu'il a reçues, la confiance que le gouvernement valaisan a toujours eue à son égard ; et cela près de trente ans après le passage de Bonaparte par le Grand-Saint-Bernard !

Mais Voisin ayant donné à la Commission du tribunal une explication satisfaisante de son allusion, la plainte du lieutenant-colonel est jugée irrecevable. Celui-ci, pourtant, ne désarme pas. Habitué au chemin tortueux du droit, il revient à la charge, le 22 février 1831, et demande à nouveau la condamnation du tambour. Les pressions que doit subir Voisin, qu'elles viennent de Charles d'Odet, de la Commission du tribunal ou de son curateur¹⁴, le décident finalement, lors de la séance du tribunal du 7 avril 1831, à rétracter les propos injurieux et calomnieux qu'il a tenus contre le chargé de mission au Grand-Saint-Bernard en 1800, et Odet, « se contentant de cette rétractation, pour épargner des désagréments et des frais ultérieurs audit Voisin, ... demande acte de la présente séance pour pouvoir s'en servir dans tous les cas où il le trouvera de ses intérêts »¹⁵. Il ajoute ainsi une nouvelle pièce justificative à son dossier de défense, pour le cas où il lui faudrait à nouveau combattre quelque calomniateur doutant de sa conduite au Grand-Saint-Bernard.

*Réaction de Charles d'Odet à un article paru
dans le « Nouvelliste vaudois »*

L'affaire Theiler et l'affaire Voisin mettent en évidence, chez Odet, une fierté blessée, un sens profond de l'honneur et une franchise très rude que l'on retrouve à propos d'un article paru dans le *Nouvelliste vaudois* du 13 novembre 1801 ; le journal y présente le passage de l'armée française par le Grand-Saint-Bernard de façon tendancieuse, en minimisant fortement le rôle joué par les Valaisans : « Le transport de l'artillerie offrait sans contredit de grandes difficultés ; mais, avec

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ Le maître boulanger Joseph Schmid.

¹⁵ Fonds d'Odet 4, P 51 : extrait des minutes du tribunal du dizain de Sion ; séance du 7 avril 1831. Voir annexe 6.

du temps et des bras, la chose était praticable ; on ne monta qu'une vingtaine de pièces de petit calibre : c'est au parc de Pavie, si mal défendu par Mélas¹⁶, que Bonaparte trouva l'artillerie dont il se servit à Marengo. Comme on avait promis 800 et même 1000 livres de récompense à ceux qui traîneraient une pièce d'artillerie jusqu'au Saint-Bernard, une foule de paysans d'Orsières, de Sembrancher, de Martigny et de presque tout le Bas-Valais, accoururent avec des mulets ; les hommes ne manquaient donc pas ; le zèle manquait encore moins : mais ces pauvres gens en furent les dupes ; car, à l'exception de ceux qui traînèrent les deux premières pièces, pour lesquelles ils reçurent quelque gratification, les autres ne furent point payés¹⁷. Aussi se hâtèrent-ils, eux et leurs mulets, de regagner leurs foyers, très mécontents de la loyauté des commissaires français, et craignant, puisqu'ils étaient là, qu'on ne les mît en réquisition pour aller plus loin. Mais ce qu'on ne peut assez admirer chez le Premier consul, c'est d'avoir estimé tous ces obstacles à leur juste valeur, d'avoir fait faire à cette nombreuse armée une des marches les plus rapides dont il soit parlé dans l'histoire, d'avoir préparé, de longue main, les immenses magasins¹⁸ de biscuit et de fourrage nécessaires aux troupes pour ce passage... »¹⁹.

Charles d'Odet, fort peu satisfait de ce compte rendu, décide de rétablir la vérité. D'une part, il conteste le nombre de pièces d'artillerie transportées, nombre avancé par le journal, qu'il estime très inférieur à la réalité²⁰ ; d'autre part, à l'assertion que les Valaisans ne furent pratiquement pas payés, il répond : « Il est... de mon devoir, comme ennemi de la partialité, d'instruire le public que les Valaisans ont reçu suffisamment d'argent pour pourvoir à leur subsistance et autres frais pendant les seize premiers jours » et que ce n'est que durant les cinq derniers qu'ils ne furent pas payés. Même s'il n'a pas à se louer « de la loyauté française », Charles d'Odet s'estime obligé d'éclairer l'opinion publique sur une affirmation « qui tend à jeter beaucoup plus de louche sur la conduite française qu'il n'y en a eu ».

¹⁶ Il s'agit du baron Michel de Mélas, général autrichien vaincu par Bonaparte à Marengo.

¹⁷ La légende qui affirme que les ouvriers valaisans n'ont pratiquement pas été payés a donc dû prendre naissance peu après le passage de l'armée française par le Grand-Saint-Bernard.

¹⁸ Il ne faudrait pas négliger non plus le rôle joué par l'hospice du Grand-Saint-Bernard qui distribua, jusqu'à épuisement de ses stocks, vivres et vêtements aux soldats de Bonaparte.

¹⁹ *Le Nouvelliste vaudois*, du vendredi 13 novembre 1801 (22 brumaire an X), n° 110, pp. 5-7. Titre de l'article : *Sur le passage de l'armée française par le mont Saint-Bernard, en mai 1800*. Le journal cite une partie d'un article, écrit par Louis Bridel, intitulé « *Petite course au Saint-Bernard en avril 1801* » dans les *Etrennes helvétiques et patriotiques* de 1802.

²⁰ Dans une lettre qu'il adresse à la Commission de liquidation, il parlera de « 60 pièces d'artillerie » transportées. Cf. fonds d'Odet 4, P 29. Voir ci-dessus p. 173, note 25.

Contre la peinture des paysans âpres au gain, il rétorque : « L'assertion faite que le seul intérêt dirigea dans cette occasion le Valaisan et qu'il quitta ²¹, faute de paiement, n'est également point conforme à la vérité, vu qu'il y resta ²² jusqu'à ce que toute l'artillerie qui était en route depuis Villeneuve à [Bourg]-Saint-Pierre et celle qui y était déjà furent transportées par le Grand-Saint-Bernard, quoiqu'[ils ne fussent] point payés depuis plusieurs jours ²³. Ils ne s'attendaient pas à la vérité, ces misérables Valaisans, en s'écorchant et [en] mutilant leur corps dans cette affaire, que, malgré leurs vœux formellement prononcés de transmettre à leur arrière-petit-neveu leur nom suisse ²⁴, ils seraient, par le droit canon, à force d'y renoncer » ²⁵.

Dans cette réponse au *Nouvelliste vaudois*, Charles d'Odet laisse percer son amertume de voir qu'on cherche à minimiser le travail accompli par ses concitoyens au Grand-Saint-Bernard, et même, à le traiter avec une certaine dérision. Le ton de l'article semble l'avoir plus choqué que l'attitude des Français. Ce n'est qu'une impression cependant. S'il ménage ces derniers, c'est qu'il espère le versement des salaires arriérés à un moment où il se bat avec conviction pour l'obtenir, versement néanmoins fort hypothétique comme nous allons le démontrer.

Charles d'Odet à la poursuite d'une chimère

Dès la fin de sa mission dans la vallée de l'Entremont, Charles d'Odet ne va cesser, soit oralement, soit par écrit ²⁶, de harceler le gouvernement valaisan pour obtenir les salaires qui sont dus à tous ceux qui ont aidé l'artillerie française à franchir le Grand-Saint-Bernard. C'est ainsi que, par exemple, le 30 janvier 1801, il s'adresse à la Cham-

²¹ Il est écrit : *quittera*.

²² Il est écrit : *restera*.

²³ Il y eut cependant des déserteurs. Dans une lettre, datée du 16 juin 1800 et adressée à André Ducrue, lieutenant du préfet national, le président de la commune de Sion, Antoine Theiler, affirme que le citoyen Fink n'a répondu à aucun appel nominal fait au Grand-Saint-Bernard et que, par conséquent « il tombe dans la peine du 5^e article... [de l'arrêté] de la Chambre administrative du 29 mai 1800, selon lequel chaque déserteur doit payer 30 cruches par jour » d'absence. AV, H 12, n° 157 : lettre de Theiler à Ducrue, de Sion, le 16 juin 1800 ; orig.

²⁴ Cette affirmation est contestable. Les Valaisans n'étaient pas unanimes à vouloir demeurer suisses.

²⁵ Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 16, n° 73 : lettre d'Odet à la rédaction du *Nouvelliste vaudois*, de Sion, 1801 ; minutes. - Il est impossible de déterminer avec certitude quel a été le texte définitif adressé par Odet à ce journal. Les extraits que nous avons cités sont empruntés à deux brouillons très proches l'un de l'autre par le fond.

²⁶ Nous ne citerons pas toutes les lettres que Charles d'Odet a écrites à ce sujet, puisque, évidemment, leur contenu ne varie guère.

bre administrative du Valais et lui réitère ses « vives instances » pour que les ouvriers qui ont travaillé sous ses ordres soient enfin payés²⁷. C'est aussi là le vœu du gouvernement qui, cependant, ne veut rien précipiter, car il espère que le Premier consul daignera bientôt régler la note. Et pour l'y encourager, il décide — le 19 juin 1801 — d'écrire au ministre helvétique des Relations extérieures pour l'engager à plaider auprès de l'Etat français la cause des Valaisans lésés.

Néanmoins, il n'oublie pas que Charles d'Odet d'abord, Etienne Delasoie et Joseph-Hubert Franc ensuite, ont été chargés de leur mission par la Chambre administrative du Valais. Aussi déclare-t-il que, dans le cas où les démarches du ministère seraient infructueuses, il assure un traitement journalier de soixante batz à Charles d'Odet et de quarante à ses deux collaborateurs²⁸.

Sept mois plus tard, le 19 janvier 1802, quatre membres de la Chambre administrative — Augustini, de Rivaz, Roten, Vanay — avouent que les démarches qu'ils ont faites auprès du gouvernement français n'ont obtenu aucun succès, mais ils ne perdent pas tout optimisme : « Il nous reste néanmoins, écrivent-ils, quelque espérance de réaliser les fournitures de tout genre faites à l'armée de réserve ; nous sommes à ce sujet en négociation pour la vente de tous les bons et reconnaissances qui sont en notre pouvoir²⁹ ; c'est le seul moyen dans lequel nous apercevons de la probabilité d'en retirer quelque chose pour ce canton, un peu promptement. Si nous pouvons tomber d'accord sans essuyer une trop grande perte, vos bons de transport entrерont aussi dans le marché ; et, de cette manière, nous pourrons nous trouver en état de payer les ouvriers pour lesquels vous vous intéressez, au moyen d'un sacrifice de leur part »³⁰.

Mais il y a loin des désirs — même mesurés — aux réalités. Le 18 janvier 1804, paraît un arrêté portant sur « la répartition provi-

²⁷ Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 15, n° 22. Voir ci-dessus p. 172, note 17. - Il y dit notamment ceci : « ... car, au bout du compte, c'est moi qui suis en partie le souffre-douleur de ce retard, le leur ayant promis d'après plusieurs promesses, verbales et par écrit, que j'avais du chef de brigade et d'artillerie d'Allix.

» Veuillez excuser mes expressions peut-être trop vives, mais veuillez en même temps observer que je ne parle pas un mot pour moi, quoique je n'aie pas encore reçu mon obole ; mais seulement pour des malheureux qui méritent à tous égards votre considération ainsi que la mienne. »

²⁸ « En conséquence, le traitement dudit citoyen Odet est arrêté dès aujourd'hui à cent trente-huit francs, celui du citoyen Delasoie, à soixante et seize francs, et celui du citoyen Franc, à soixante-huit francs. Fonds d'Odet 4, P 14 : arrêté de la Chambre administrative du 19 juin 1801. On note les signatures suivantes : Augustini, de Rivaz, Roten et Allet.

²⁹ Cela signifie donc qu'on cherche à recouvrer globalement les dettes que les Français ont pu contractées lors de leurs nombreuses réquisitions.

³⁰ Fonds d'Odet 4, P 15 : lettre de la Chambre administrative à Charles Odet, du 19 janvier 1802.

soire d'une partie des frais faits pour la guerre et pour les troupes nationales et étrangères depuis le 1^{er} janvier 1798 jusqu'au 5 septembre 1802 »³¹ et qui prouve que rien n'a été résolu. Dans les considérants, le Conseil d'Etat exprime sa volonté de voir indemnisés provisoirement, par l'intermédiaire des dizains, les particuliers qui ont dû livrer, soit au gouvernement, soit aux troupes helvétiques et étrangères, des fournitures « en denrées ou en journées et voitures », et qui n'ont pas encore été dédommagés. Le Conseil d'Etat énumère ensuite quelles fournitures font l'objet de sa décision et communique des taxes provisoires indicatives. Il est étonnant de noter qu'il n'y est plus fait mention des « journées », mot que l'on trouvait dans les considérants. Outre les réquisitions de grains, de pain, de viande, etc., il est question de celles de chevaux et de voitures : « Les prix de transport seront taxés provisoirement, pour les voitures à plusieurs colliers, à 6 batz par lieue et par collier ; pour celles à 1 collier, à 8 batz par lieue ; pour les chevaux de bât et de selle, à 7 batz par lieue »³².

Comme cet arrêté restera pratiquement lettre morte³³ et que, par son contenu, il ne peut satisfaire les Valaisans qui travaillèrent au Grand-Saint-Bernard, Charles d'Odet va reprendre sa plume.

Las d'attendre des résultats qui ne viennent pas, il écrit directement un mémoire de quatre pages à l'intention d'une haute personnalité française dont nous n'avons pu découvrir le nom. Il y rappelle tout d'abord les circonstances dans lesquelles les Valaisans se rendirent au Grand-Saint-Bernard et ne furent pas totalement dédommagés³⁴ ; il réclame ensuite le salaire de ces hommes et termine en parlant de sa propre revendication. De guerre lasse, il semble avoir abandonné l'idée d'être payé ; il désire — en toute modestie — la Légion d'honneur : « Quant à moi, la satisfaction d'avoir été utile en quelque chose à cette fameuse campagne, qui a décidé les hautes destinées de Sa Majesté Impériale, me dédommage de mes débours, de mes travaux, de mes fatigues et des désagréments auxquels m'a exposé une pareille comptabilité auprès d'une troupe ignorante. Si je peux obtenir le paiement de cette foule d'ouvriers si méritante et des employés qui les ont dirigés sous mes ordres, la seule récompense que j'ambitionnerais pour moi serait

³¹ Arrêté du Conseil d'Etat, du 18 janvier 1804. Cf. fonds de la Médiation (AV, M) 25 : Arrêtés et correspondance du Conseil d'Etat en 1804, 1 vol. in-fol., pp. 15-17.

³² *Ibidem.* — L'arrêté se termine par l'article neuvième qui affirme que « la répartition provisoire, ordonnée par la présente, ne préjudiciera en rien aux droits quelconques des dizains, bannières, districts, communes et particuliers, et aux recours que chacun pourrait avoir à faire lors d'un compte général et définitif, soit quant au prix des fournitures pour ceux qui les ont faites, soit quant aux supports résultant de cette répartition ».

³³ Voir ci-dessous.

³⁴ Nous avons déjà utilisé ci-dessus la plupart des renseignements concernant ce sujet et contenus dans ce mémoire justificatif.

d'être décoré du titre de membre de la Légion d'honneur. Fils d'un officier qui a voué trente-trois [ans] de sa vie au service de France et qui a obtenu, à la fleur de son âge, les distinctions attachées au mérite militaire, je crois pouvoir, sans indiscretion, solliciter cette grâce, et elle serait pour moi la plus précieuse des récompenses pour des services auxquels j'ose dire que je ne me suis pas porté avec le simple zèle qu'auraient exigé de moi mes devoirs envers mon gouvernement » ³⁵.

Le 8 avril 1805, il s'adresse au comte Dejean, ministre de l'Administration de la Guerre. A nouveau, il fait la genèse de l'affaire avant de passer aux réclamations : « Par intérêt pour les malheureux ouvriers qu'il a eus sous ses ordres, par intérêt pour son propre honneur attaqué, le capitaine Odet ne peut se dispenser de solliciter, auprès de Votre Excellence, le salaire qui leur est si légitimement dû, montant à la somme de huit mille sept cent soixante-neuf francs ³⁶..., y compris la solde des chefs de commune. Il suffira sans doute que Votre Excellence soit informée que cette réclamation subsiste encore pour qu'elle donne l'ordre d'y satisfaire » ³⁷.

Cette fois, d'Odet est beaucoup moins explicite en ce qui concerne son propre dédommagement : « Le capitaine Odet s'abstient de rien demander pour lui, et même, sans un zèle particulier pour le succès des armes de Sa Majesté Impériale, il n'aurait pas volé au Saint-Bernard pour une pareille mission. Si, d'après la lettre du chef de brigade Allix, si, d'après le rapport du conseiller d'Etat, général Marmont, commandant l'artillerie de l'armée de réserve, Votre Excellence juge que les services du capitaine Odet aient été de quelque utilité, il s'estimera heureux de la moindre marque de satisfaction qu'elle voudra bien lui obtenir de la part de Sa Majesté Impériale. Mais il recommande à votre justice ses deux adjoints [Etienne Delasoie et Joseph-Hubert Franc], qu'il a été autorisé d'employer et qui ont bien mérité une gratification » ³⁸.

Le 11 mai 1805, il s'adresse au maréchal Berthier, ministre de la Guerre. L'objet de sa lettre est, cette fois, purement égoïste, puisqu'il ne consiste qu'à obtenir « un témoignage honorable » ³⁹ de la satisfaction de Napoléon I^{er} à son égard. Il n'est en effet nullement question de dédommagements, ni pour lui ni pour ses subordonnés. La modération

³⁵ Fonds d'Odet 4, P 20.

³⁶ Ce chiffre étonne. Il semble bien que le total dû aux Valaisans atteigne 6 600 francs, comme nous le verrons ci-dessous. - Rappelons qu'il était dû aux communes — sans compter le traitement des chefs de commune — 2 293 francs. Voir ci-dessus p. 175. Nous communiquons ces chiffres (8 769 et 6 600) sans pouvoir les expliquer, car nous n'avons pas trouvé les documents dans lesquels Charles d'Odet a sans doute donné le détail des réclamations relatives à ces deux sommes.

³⁷ Fonds d'Odet 4, P 24. Voir ci-dessus p. 172, note 18.

³⁸ *Ibidem*.

³⁹ Fonds d'Odet 4, P 25. Lettre écrite le 11 mai 1805 et envoyée après le 11 juillet. Voir ci-dessus p. 176, note 43.

de son désir entraîne une réponse prompte et favorable qui contient « un témoignage honorable de la bienveillance de l'Empereur pour le capitaine valaisan Charles Odet à la digne conduite » ⁴⁰. Maigre résultat qui ne dut guère le satisfaire, car, sans doute, malgré ses affirmations, espérait-il mieux. Mais il ne lui reste plus qu'à se taire — durant un certain temps du moins — puisque son désir paraît comblé, et à laisser le gouvernement valaisan poursuivre la lutte.

Voici comment, dans une lettre datée du 4 octobre 1814 et adressée à l'archevêque de Malines ⁴¹, il résume les requêtes entreprises depuis 1805 : « Mon gouvernement fit de nouvelles tentatives qui furent infructueuses, et le Valais ayant été réuni à l'Empire en 1810, j'ai désespéré du succès de nouvelles démarches. Dès lors, plongé dans l'oubli, quoique, au moment de la réunion, je fusse inspecteur des postes et [des] diligences de la République... j'ai essayé de m'adresser au duc de Cadore ⁴² pour obtenir un souvenir de mon séjour sur le Grand-Saint-Bernard... Il me répondit... mais la chose en resta là ».

Il poursuit : « Ce souvenir, je viens le solliciter à Sa Majesté très chrétienne ⁴³, quoiqu'avec bien moins de droit, puisque je n'ai d'autre titre à sa munificence que celui d'avoir contribué, dans une circonstance étrangère à son règne, aux succès des armes françaises, moins heureux que mon père qui, servant les Bourbons, a été décoré de la croix de Saint-Louis à la fleur de son âge. Si, nonobstant ce, Sa Majesté voulait avoir quelques égards à mon exposé, ce serait une décoration de sa dynastie que j'ambitionnerais et qui comblerait mes désirs » ⁴⁴.

Mais le moment choisi par Charles d'Odet pour écrire cette lettre est peu propice. Rappelons l'abdication inconditionnelle et forcée de Napoléon, le 6 avril 1814, les problèmes économiques et politiques qui se posent au régime de Louis XVIII à la recherche de sa stabilité, le retour de l'Empereur, en 1815, durant les Cent-Jours, et, de façon plus générale, le bouleversement politique de l'Europe entière. Il n'est donc pas étonnant que Charles d'Odet, une fois de plus, n'obtienne pas satisfaction.

⁴⁰ Fonds d'Odet 4, P 23 : lettre du ministre de la Guerre Berthier au chargé d'affaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi, près la République du Valais, du camp de Boulogne, le 7 août 1805 (19 thermidor an XIII) ; signature autographe.

⁴¹ Il s'agit de Dominique de Riom de Fourt de Pradt (1759-1837), aumônier de Napoléon I^{er}, archevêque de Malines jusqu'en 1815, grand chancelier des ordres d'Henri IV et de la Réunion.

⁴² Jean-Baptiste Nompère de Champagny (1756-1834), duc de Cadore, fut ministre de l'Intérieur, en 1804, et des Relations extérieures, de 1807 à 1811.

⁴³ Louis XVIII.

⁴⁴ Fonds d'Odet 2, P 351/9 : lettre de Charles d'Odet au comte de Pradt, de Sion, le 4 octobre 1814 ; minute.

1816 : la fin d'une longue lutte

En 1815, le Valais adhère à la Confédération suisse. Le nouveau régime se préoccupe du contentieux accumulé depuis 1798, date à partir de laquelle notre canton, successivement, a été réuni à la République helvétique, est redevenu république indépendante, puis a été annexé à la France en tant que département du Simplon. Il s'agit pour lui d'éviter que les répercussions de l'histoire récente ne soient une perpétuelle entrave au développement futur du pays.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat valaisan, après les délibérations des diètes de mai et de novembre 1815, établit « une Commission de liquidation générale, chargée de recueillir toutes les réclamations qui doivent composer la dette nationale, d'en dresser les états, ainsi que de donner à la diète prochaine son préavis sur la légitimité des diverses prétentions » ; il veut « mettre un terme final et péremptoire aux réclamations qui pourraient être faites à l'avenir, afin que le gouvernement ne puisse être inquiété après la clôture des opérations qui doivent terminer cette liquidation si désirée » ⁴⁵ ; le 7 février 1816, il décide donc, notamment, que « toutes les personnes établies en Valais qui ont des prétentions envers le gouvernement français ou contre ses agents quelconques, pour service public, civil, judiciaire ou militaire, sont assignées à en faire la manifestation motivée par écrit, d'ici au 10 mars prochain, auprès de la même Commission de liquidation, afin qu'il y ait, dès lors à la diète de mai, le temps nécessaire pour reconnaître la légitimité d'icelles et pour classer celles qui doivent faire partie de la dette nationale ou être renvoyées » (art. 2). Il insiste bien sur le fait que « toutes les manifestations et déclarations... devront avoir lieu par écrit auprès de la Commission de liquidation, séant à Sion, durant le temps qui s'écoulera jusqu'au 10 mars prochain, à peine de forclusion absolue et perpétuelle, sans aucune espérance qu'il y soit pris égard ultérieurement » (art. 4) ⁴⁶.

Charles d'Odet ne peut évidemment pas laisser passer cette ultime chance de succès. Le 1^{er} mars 1816, il s'adresse, en ces termes, à la Commission de liquidation : « Ayant pris connaissance, très honorés Messieurs, de l'arrêté péremptoire du Conseil d'Etat, du 7 février courant, j'ai cru de mon devoir, en me basant sur l'article deuxième, de renouveler mes instances au nom d'un millier de malheureux ⁴⁷ qui ont

⁴⁵ Arrêté du 7 février 1816, placard. Cf. fonds du Conseil d'Etat (AV, C. E.) II/3, vol. 1 : Arrêtés et publications du Conseil d'Etat (1814-1820), in-fol., p. 69.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ Ce chiffre indique donc que, en juin 1800, environ 5000 Valaisans avaient regagné leur foyer dès que le gros de l'artillerie fut transporté au sommet du Grand-Saint-Bernard, c'est-à-dire au plus tard le 2 juin (13 prairial) et qu'ils reçurent leur dû comme convenu.

abandonné, en 1800, et leurs foyers et leurs travaux pressant d'agriculture pour obéir aux ordres de la Chambre administrative qui les vouait à un genre de corvée inouïe dans les annales du pays et peut-être de l'Europe.

» Je veux parler de la traversée par le Grand-Saint-Bernard de 60 pièces d'artillerie de tous calibres, accompagnées de leurs doubles caissons, gros chars, etc.

» Le reliquat de ce qui est dû à ces individus s'élève à peu près à 6000 francs suisses⁴⁸ : toutes leurs pièces justificatives, dont il a été fait un relevé, déposent dans les archives de l'Etat. Monsieur Delacoste⁴⁹, qui siège parmi vous, en a parfaite connaissance.

» Il ne me reste qu'à vous exposer, très honorés Messieurs, que ces prétentions ne peuvent être classées dans la catégorie prévue par l'article deuxième, car c'est à l'ordre du magistrat valaisan que les réclamants ont obtempéré ; c'est d'un délégué dudit magistrat qu'ils ont reçu les directions ultérieures ; c'est avec celui-ci seul qu'ils ont été en contact pour leurs paiements, etc. ; c'est ledit magistrat qui a recueilli les bons non acquittés. En un mot, c'est lui qui en a fait son affaire.

» Cette démarche, vu que le 10 mars est le terme péremptoire, est la dernière. Qu'il me soit permis d'élever ma voix en faveur de mes susdits subordonnés qui, depuis près de seize ans, réclament, à si juste titre, le solde du mince traitement qui leur était promis pour une tâche aussi pénible que dangereuse. Par ce motif, il est encore de mon devoir de vous prier, très honorés Messieurs, de vouloir bien m'accuser réception de la présente. Je ne puis trop abonder en preuves de sollicitude, en pareille occurrence, ni négliger de vous offrir tous autres renseignements qui seraient en mon pouvoir.

» J'espère de votre religion, de celle du gouvernement, équité et justice. Veuillez agréer, très honorés Messieurs, l'expression de mes sentiments très distingués et de ma haute considération »⁵⁰.

Cette lettre d'Odet est la dernière tentative qu'il ait faite pour que justice soit enfin rendue à nombre de Valaisans qui durent aider au passage de l'artillerie française par le Grand-Saint-Bernard, en l'année 1800.

Dès lors, il se tait, non par lassitude, mais par obligation, puisque, comme on l'a vu, le Conseil d'Etat a décidé qu'à partir du 10 mars 1816, plus aucune requête à ce sujet ne serait recevable.

⁴⁸ Ce chiffre indique-t-il que 2000 francs environ ont été payés aux Valaisans, depuis le 8 avril 1805, ou signifie-t-il que le montant des dettes communiqué au comte Dejean par Odet était inexact ? Il ne nous est pas possible de trancher.

⁴⁹ François Delacoste.

⁵⁰ Fonds d'Odet 4, P 29. Voir ci-dessus p. 173, note 25.

Durant seize ans, mis à part quelques périodes de découragement, Charles d'Odet a visé le même but. Quels aspects de son caractère une telle obstination peut-elle trahir ? Sans doute, un certain égoïsme : il mit beaucoup d'ardeur à obtenir son salaire ou, tout au moins, une récompense qui aurait attesté sa compétence et la loyauté de sa conduite ; un égoïsme parfois teinté d'orgueil : il voulut faire cesser les rumeurs qui l'accusaient d'avoir détourné la paie des ouvriers, et ce fut pour lui une question d'honneur d'essayer de satisfaire les revendications légitimes de ses anciens subordonnés. Mais surtout, à la lumière de tous les documents que nous avons eu l'occasion de lire et qui étaient écrits de la main d'Odet, nous sommes certain que le mobile essentiel de son obstination résidait en son sens profond de la justice et de l'honnêteté. Quand il pensait avoir raison, quand il estimait que la justice était bafouée, il ne reculait devant rien, quitte à perdre des avantages matériels et sociaux importants⁵¹. Il n'est qu'à se remémorer le ton de la lettre qu'il écrivit à Antoine Theiler⁵², ton qui prouve une rudesse et un manque de diplomatie évidents. Et pourtant, dans l'affaire qui nous occupe, cette diplomatie, sans doute suscitée par le rang élevé des personnages à qui Odet s'adressa, apparaît nettement. Le capitaine valaisan, vu la vanité des démarches entreprises, dut cependant douter de son efficacité.

⁵¹ Il eut notamment des ennuis lorsqu'il démissionna, en 1800, « de la place de capitaine dans le 1^{er} bataillon d'élite du canton du Valais ». Voir ci-dessus p. 162.

⁵² Voir ci-dessus p. 178.

CONCLUSION

Les décisions de l'Etat

Dès le mois de mars 1816, la Commission de liquidation prépare et rédige différents rapports, dont un concerne les ouvriers valaisans non payés par les Français au Grand-Saint-Bernard. Après y avoir résumé le contenu de la lettre d'Odet du 1^{er} mars 1816¹, elle constate qu'elle « a recherché, dans le recueil des opérations de l'ancienne liquidation valaisanne, ce qui avait été statué précédemment à l'égard de cette réclamation, mais [qu']elle n'a rien trouvé qui y ait rapport, quoiqu'il soit hors de doute qu'elle y a été présentée » ; elle rappelle l'arrêté du Conseil d'Etat du 18 janvier 1804², admet qu'il n'y est pas question des ouvriers ayant travaillé au Grand-Saint-Bernard et relève l'attitude dilatoire et même négative du gouvernement français dans cette affaire. Pourtant, dit-elle, « les ouvriers qui ont été appelés à ce service appartiennent la plupart à la classe peu aisée, et la justice réclame impérieusement qu'ils soient payés du salaire qui leur revient et qu'ils ont gagné au péril de leur vie ».

Il est donc évident, selon elle, que l'argent qui leur est dû doit leur être versé. Mais, comme l'Etat est déjà grevé de dettes, comme il serait anormal que les communes qui ont dû fournir les ouvriers soient les seules à les payer, il ne reste guère qu'une solution : « Une répartition générale, entre toutes les communes du canton, des frais de guerre antérieurs à notre indépendance, avait été promise par l'arrêté du 18 janvier 1804. Cette mesure, que commandent la justice et l'esprit de fraternité qui doivent animer tous les dizains, allégerait le fardeau de ceux qui ont été surchargés par la présence des armées, en assignant à chacun une part proportionnée à son étendue et à sa richesse territoriales ».

Mais, puisque l'ensemble des communes présentement est incapable de supporter ce nouveau fardeau, la Commission propose de renvoyer la répartition « à des temps plus heureux » et, en attendant, « de faire provisoirement payer ces ouvriers par les dizains d'où ils sont ressortissants, au moyen d'une répartition supplémentaire entre les communes de leur ressort... Cette disposition s'étendrait à toutes les prestations de même nature et aux autres fournitures antérieures au 5 septembre 1802, qui n'auraient pas été encore acquittées ou réparties dans les dizains ».

¹ Voir ci-dessus.

² Voir ci-dessus.

La proposition de la Commission est fort peu réaliste. Il nous paraît en effet assez logique que, si l'ensemble des communes est incapable de réunir une somme donnée, en l'occurrence 6600 francs environ, quelques-unes d'entre elles, qui ne sont pas nécessairement les plus favorisées, le peuvent encore moins. Qu'à cela ne tienne ! « La Diète, partageant l'opinion de la liquidation, invite le Conseil d'Etat, dans le cas où il existerait des particuliers qui n'auraient pas encore été satisfaits par leurs dizains, à leur accorder son appui pour l'exécution de l'arrêté du 18 janvier 1804 »³.

En dépit de l'arrêté du 18 janvier 1804, du rapport de la Commission de liquidation et de la décision de la Diète, l'on ignore si les Valaisans qui ont travaillé au Grand-Saint-Bernard, les premiers jours de juin 1800, ont finalement tous été payés. Certes, nous savons que les communes du district de Monthey ont avancé de l'argent à ceux de leurs ressortissants qui aidèrent à transporter l'artillerie française et qui furent les dupes d'Allix⁴ ; certes, nous supposons que Charles d'Odet et ses proches collaborateurs ont reçu, après 1816, leur dû⁵ ; mais qu'en a-t-il été des autres ?

Il nous paraît fort probable que les revendications de nombre d'entre eux n'ont pas été satisfaites, ce d'autant plus que les clauses des traités de Paris du 30 mai 1814 et du 20 novembre 1815, qui exigeaient de la France le paiement de ses dettes, n'ont été que très partiellement respectées. Alors que l'ensemble des réclamations faites par les divers Etats européens se montait à 1 milliard 500 millions de francs environ⁶, les dettes françaises furent réduites, notamment à la suite des interventions du duc de Wellington, à 300 millions de francs⁷. La Suisse, qui réclamait 28 millions, ne s'en vit attribuer que 5⁸. Le Valais, qui demandait 1 million 200 000 francs, dont 243 244 pour l'ensemble des fournitures faites à l'armée de réserve en 1800, dut se contenter finalement de 11 600 francs de rentes annuelles à percevoir sur un capital de

³ Fonds d'Odet 4, P 31/1 : extrait du registre des opérations de la Commission de liquidation. Voir annexe 1.

⁴ C'est en l'an 1800 déjà que ces communes ont fait de telles avances, dont elles vont, par la suite, réclamer le remboursement au gouvernement valaisan. AV, H, vol. 14, n° 379 : lettre de la Chambre administrative valaisanne à Charles-Emmanuel de Rivaz, préfet national du Valais, du 26 février 1801 ; orig.

⁵ Il nous semble en effet que Charles d'Odet, s'il n'avait pas été payé, n'aurait pas omis de rappeler à la justice la gratuité de ses services, lors de son différend avec François Voisin, en 1830. C'eût été là un argument de poids pour réfuter les affirmations malveillantes du tambour-major.

⁶ Nous nous basons, pour avancer ce chiffre et ceux qui suivent, sur les affirmations du gouvernement valaisan. AV, C. E. 3/32 : Correspondance avec l'extérieur, messages, vol. 1 (1815-1819), non paginé, 26×39,5 cm.

⁷ Et peut-être même à 240 millions, sans compter 700 millions de francs comme indemnités de guerre. - Les modalités de ce remboursement furent discutées à Paris, en 1817 et en 1818, et furent définies dans une convention signée en avril 1818.

⁸ Trois, selon d'autres sources.

232 000 francs⁹. Il nous surprendrait beaucoup par conséquent que cette somme dérisoire ait servi à indemniser les ouvriers valaisans qui, depuis juin 1800, avaient espéré l'entière rémunération de leur travail. Mais, faute de documents, nous ne pouvons, malheureusement, apporter plus de lumière et de précision sur l'issue de cette affaire.

* * *

Grâce au témoignage de Charles d'Odet, nous avons pu, dans le présent article, éclairer sous un jour nouveau le passage des troupes françaises par le Grand-Saint-Bernard, en l'an 1800 ; peindre, en la personne d'Odet lui-même, un caractère très proche de la mentalité valaisanne type que les étrangers aiment à décrire et à perpétuer, mélange de droiture, de franchise, de rudesse et d'opiniâtreté ; enfin, démontrer combien il est ardu pour un citoyen de dialoguer avec l'Etat et d'obtenir ce à quoi il a droit¹⁰. L'Histoire est, selon certains, un perpétuel recommencement. Qui pourra nier en effet qu'il est difficile à un homme de situation moyenne, aujourd'hui comme hier, d'être un partenaire de l'Etat ? De bureau en bureau, de fin de non-recevoir en fin de non-recevoir, de promesse en promesse, de dérobade en dérobade, de commission en commission, de mois en mois et d'année en année, il dépense son énergie, en pure perte parfois. Dure leçon, dont il ne faut cependant pas faire une vérité universelle. Mais qui pourrait reprocher à Charles Odet d'avoir pu douter de la justice et de l'honnêteté des Etats et des hommes ? et à nombre de citoyens valaisans, du début du XIX^e siècle, d'avoir pensé, comme le grand acteur Michel Simon de nos jours, qu'en ce monde, parfois si merveilleux, « un service rendu ne demeure jamais impuni ».

⁹ Les 11 600 francs représentent donc le 5 % d'intérêt des 232 000 francs de capital, dont plus de 75 000 reviennent au gouvernement, et le solde, à des dizains, à des communes ou à des particuliers. - Chaque créancier est libre de retirer le capital qui lui a été attribué ou de n'en toucher que les intérêts annuels.

¹⁰ Pour être objectif, il faut rappeler que les circonstances politiques de l'époque étaient extraordinaires et très difficiles.

ANNEXES

1

Sion, 3 mai 1817. - Extrait du registre des opérations de la Commission de liquidation.

Monsieur le capitaine Charles Odet a réclamé, par sa lettre du 1^{er} mars 1816, en faveur de nombre d'individus, de divers dizains, requis par la Chambre administrative pour transporter l'artillerie à travers les montagnes du Grand-Saint-Bernard lors du passage de l'armée française de réserve, en mai et [en] juin 1800, ce qui leur reste dû sur ce transport, arrivant approximativement à francs suisses : 6 600. Il expose que ces prétentions ne peuvent être classées dans la catégorie de l'art[icle] deuxième de l'arrêté du Conseil d'Etat du 7 février dernier, attendu que c'est à l'ordre des magistrats valaisans que les réclamants ont vaqué à ce pénible travail, que c'est d'un délégué de ces magistrats [Odet lui-même] qu'ils ont reçu les directions ultérieures et les acomptes de paiement, et que c'est aussi le gouvernement du Valais qui a retiré les pièces comptables et qu'en conséquence il en a fait son affaire.

La Commission a recherché, dans le recueil des opérations de l'ancienne liquidation valaisanne, ce qui avait été statué précédemment à l'égard de cette réclamation, mais elle n'a rien trouvé qui y ait rapport, quoiqu'il soit hors de doute qu'elle y a été présentée. Nous sommes dans l'opinion qu'on [n']en fit pas alors l'objet d'un rapport à la Diète, parce qu'on l'envisageait comme devant être répartie dans les dizains respectifs, d'après l'arrêté du Conseil d'Etat du 18 janvier 1804. Cependant, cet arrêté porte expressément que la répartition comprendra seulement telles et telles fournitures et, dans l'énumération qu'il en fait, il n'est point question de prestations de la nature de celles dont il s'agit.

Monsieur Odet a renouvelé sa réclamation auprès de la liquidation française en 1811. Il en est résulté un rapport dans lequel le directeur des Administrations de[s] Finances¹, faisant les fonctions de rapporteur, concluait qu'elle fût mise à la charge de l'Etat et payée sur les fonds réservés pour les dettes exigibles. Par extension, le Conseil de préfecture a opiné pour que le compte ne soit pas présenté partiellement, mais qu'on comprenne en liquidation, dans le tableau des dettes à constituer, la totalité des frais du passage de ladite armée de réserve, montant à plus de deux cent mille francs, dont le Conseil d'Etat du Valais aurait, disait-on, indubitablement accueilli la liquidation si les circonstances de la réunion à l'Empire n'avaient suspendu une opération aussi importante.

¹ Louis-Anne-François Tousard d'Olbec (1757-1840), secrétaire de la Chambre administrative valaisanne en 1798, nommé receveur général du canton en 1801, député à la Diète en 1802, secrétaire d'Etat en 1802-1804, 1807-1811, 1829-1833, directeur général des Finances sous le département du Simplon.

Monsieur le préfet ² a rejeté cet avis dans l'arrêté définitif qui est intervenu, se fondant sur une décision du gouvernement français, transmise officiellement au grand bailli ³ par le chargé d'affaires de France ⁴, le 5 juin 1810, portant que les réclamations du Valais, relatives à d'anciennes fournitures pour le passage de l'armée de réserve, ne peuvent être admises et que cette affaire *doit être considérée comme terminée et ne pouvant donner lieu à aucune nouvelle démarche* ⁵.

L'arrêté du préfet prescrivait au directeur des Administrations de[s] Finances de joindre l'état de ces réclamations au tableau général de la dette et de proposer les moyens qu'il croirait les plus propres à effectuer une répartition sur toutes les communes du département, dans le cas où cette mesure serait convenable et possible. L'affaire en est restée là.

Ces corvées pénibles et dangereuses n'ont été supportées que par un certain nombre d'individus des communes les moins éloignées du lieu du passage ⁶ ; les ouvriers qui ont été appelés à ce service appartiennent la plupart à la classe peu aisée, et la justice réclame impérieusement qu'ils soient payés du salaire qui leur revient et qu'ils ont gagné au péril de leur vie. Mais il s'agit de savoir par qui ce paiement doit être effectué. Il paraît, au premier abord, que cette dépense doit retomber à la charge du gouvernement, à la voix duquel ces ouvriers ont marché ; mais, s'il se charge des frais du transport de l'artillerie de cette armée, les dizains, qui ont été foulés par les fournitures de tous genres faites à l'occasion de ce passage, prétendront par analogie que l'Etat doit aussi payer le pain, la viande, les fourrages, [les] voitures, etc. ; et, de conséquence en conséquence, les dizains demanderont successivement que le Trésor public, qui va déjà se trouver grevé d'une énorme dette à la suite de notre liquidation, prenne encore à sa charge la presque totalité des frais de guerre antérieurs à 1803, qui ont dû être répartis dans les dizains. Cependant, on ne peut pas, sans blesser l'équité, laisser peser exclusivement sur le petit nombre de communes ⁷ qui ont fourni ces ouvriers une dépense que la Chambre administrative promettait de faire acquitter et qui se trouve d'autant plus mal répartie que quelques-uns ont été soldés en entier et que d'autres n'ont reçu que de faibles acomptes.

Une répartition générale, entre toutes les communes du canton, des frais de guerre antérieurs à notre indépendance, avait été promise par l'arrêté du 18 janvier 1804. Cette mesure, que commandent la justice et l'esprit de fraternité qui doivent animer tous les dizains, allégerait le fardeau de ceux qui ont été surchargés par la présence des armées, en assignant à chacun une part proportionnée à son étendue et à sa richesse territoriales. Mais une répartition de cette importance pouvant difficilement avoir lieu dans un moment où les communes viennent d'être épuisées par les nombreux sacrifices qu'elles

² Probablement Rambuteau. - Claude-Philibert Barthelot (1781-1869), comte de Rambuteau, fut préfet du département du Simplon dès le 12 mars 1813, puis préfet de la Loire. Il sera préfet de la Seine de 1833 à 1848.

³ Léopold de Sépibus.

⁴ Derville-Maléchar.

⁵ Souligné dans le texte.

⁶ Inexact. Voir p. 172, note 12.

⁷ Expression contestable.

ont dû faire durant les derniers événements, nous pensons qu'il convient de la renvoyer à des temps plus heureux et, en attendant qu'elle s'effectue, nous proposons de faire provisoirement payer ces ouvriers par les dizains d'où ils sont ressortissants, au moyen d'une répartition supplémentaire entre les communes de leur ressort, dans le cas où ils ne l'auraient déjà pas été lors de la première, qui a dû avoir lieu ensuite de l'arrêté précité du 18 janvier 1804. Cette disposition s'étendrait à toutes les prestations de même nature et aux autres fournitures antérieures au 5 septembre 1802, qui n'auraient pas été encore acquittées ou réparties dans les dizains.

La Diète, partageant l'opinion de la liquidation, invite le Conseil d'Etat, dans le cas où il existerait des particuliers qui n'auraient pas encore été satisfaits par leurs dizains, à leur accorder son appui pour l'exécution de l'arrêté du 18 janvier 1804.

(Fonds d'Odét 4, P 31/1, copie. - François Delacoste, membre de la Commission, a signé cet extrait, afin d'en attester la conformité à l'original).

2

Sion, 24 mai 1830. - Déclaration du châtelain de la ville de Sion, Alexis Wolff, à l'intention de Charles d'Odét.

Je, soussigné, certifie qu'aujourd'hui matin, vingt-quatre mai 1830, par-devant moi, siégeant en qualité de châtelain, le sieur François Voisin, tambour domicilié en cette ville, dans la chaleur du débat, a dit à M. le lieutenant-colonel Charles d'Odét, de cette ville, avec l'air de vouloir l'insulter : *Nous ne sommes pas ici au Saint-Bernard* et, qu'après avoir été invité par ledit M. d'Odét, il n'a rien voulu catégoriser, ni à charge ni à décharge, excepté qu'il a dit qu'il valait beaucoup plus que lui.

La présente déclaration est faite sur la demande dudit M. Charles d'Odét. En foi.

(Fonds d'Odét 4, P 45/1, copie).

3

Sion, 29 mai 1830. - Lettre de Charles d'Odét à [Alphonse-Xavier de Torrenté], grand châtelain du dizain de Sion.

Seigneur grand châtelain,

Ayant été insulté gravement par le sieur François Voisin, tambour assermenté, domicilié en cette ville, dans la matinée du 24 mai, en pleine séance qui a eu lieu devant le châtelain de cette ville, à l'occasion de la vérification des consignes faites contre lui, dit Voisin, je viens vous le dénoncer en vertu des articles 6, 7 et 8^e ¹ de la loi du 11 décembre 1828, relative aux injures

¹ Art. 6 : « Si l'offense est faite à un fonctionnaire public dans l'exercice de son emploi ou à raison de ses fonctions, la dénonciation en sera faite directement au grand châtelain, qui instruira la cause d'office. »

verbales, pour que vous puissiez lui appliquer la peine qu'il a méritée et me faire faire les réparations convenables parmi lesquelles je mets en première ligne l'insertion au *Bulletin officiel* de la sentence que vous porterez contre lui.

Qu'il m'ait gravement insulté, cela conste par le procès-verbal dudit jour, signé par M. le châtelain². Ces paroles : *Nous ne sommes pas ici au Saint-Bernard* veulent rappeler une atroce calomnie, qui s'était répandue dans le temps, que j'avais profité du commandement que j'y avais eu sur les 6000 Valaisans pour leur soustraire leurs salaires. Car, si telle n'avait pas été son intention, il devait se disculper lorsque je lui en ai donné les moyens. Et comment pouvait-il se dire valoir plus que moi, s'il n'avait pas voulu m'envi-sager comme taré de réputation, lui qui est un interdit, tandis que je ne le suis pas ? De quoi, d'ailleurs, avait-il à se plaindre, lui qui, par sa jeunesse, ne pouvait s'y trouver ? lui à qui, par conséquent, il ne pouvait rien être redû ?

S'il vous restait néanmoins quelques doutes, seigneur grand châtelain, sur la qualité de l'insulte et sur le ton qu'il y a mis, j'invoque à cet égard le témoignage du préfet juge qui, après mon départ, lui a reproché sa conduite en lui disant que, vraisemblablement, il serait cité en réparations ; j'invoque de même celui de son curateur, le maître boulanger Schmidt³, qui m'a affirmé, le lendemain, qu'il ne sait pas comment j'ai pu me retenir de le rouer de soufflets.

L'article 6 précité, de la loi du 11 décembre 1828, dit que ce n'est que relativement aux fonctions qu'un homme public exerce ou a exercées, et sur lesquelles le blâme et le mépris sont jetés, que le grand châtelain doit enquérir d'office. - Il est donc nécessaire que je mette au jour que c'est en qualité de délégué du gouvernement que je me suis rendu en 1800 au Bourg-Saint-Pierre, soit au Saint-Bernard, et, pour cet effet, je joins ici l'acte original qui en constate le caractère. Il est daté de Sion, du 20 mai 1800, et signé par tous les membres de la Chambre administrative présents (n° 1)⁴.

Abordant enfin la question si j'ai des reproches à me faire relativement à ma conduite sur le Saint-Bernard, je ne m'étayerai point sur la confiance dont le gouvernement du Valais n'a cessé de m'honorer depuis cette époque, soit en me confiant successivement les places d'inspecteur des postes et diligences, de régisseur en chef des droits d'entrée, [de] transits, etc. ; de notaire certifica-teur ; soit en me chargeant de quantité d'autres missions délicates dont j'aurais dû être éternellement écarté si le gouvernement, le meilleur juge dans cette affaire, et devant lequel elle a été si souvent portée par moi-même et mes

Art. 7 : « Aucune cause d'injures ne sera admise devant le tribunal correction-nel, que sur l'exhibition de l'acte déclaratoire de non-conciliation, délivré par le prési-dent de la commune, à moins que l'inculpé ne soit en récidive ou dans le cas prévu à l'article précédent. »

Art. 8 : « Le tribunal du dizain prononcera sur le genre de satisfaction qui devra être donnée à l'offensé par celui qui l'a injurié. » Voir, en ce qui concerne les trois articles précités, le *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais, dès 1827 à 1838*, t. V, Sion, 1841, pp. 247-248.

² Alexis Wolff.

³ Joseph Schmid.

⁴ Fonds d'Odet 4, P 9/1. Voir p. 170, note 4.

réclamations dans l'intérêt des pauvres ouvriers, n'avait pas reconnu ma conduite irréprochable.

Mais je viens vous démontrer, seigneur grand châtelain, que, d'après la manière dont la comptabilité était établie, il était impossible de léser qui que ce soit, car les paiements ne se faisaient par moi que sur un récépissé délivré par l'officier du génie placé au Saint-Bernard. Ce récépissé était contrôlé au Bourg-Saint-Pierre par le général Allix qui marquait au bas : *Bon pour payer la somme de...* Ces récépissés, ainsi visés, ont été régulièrement payés et acquittés les douze premiers jours. Il n'en a pas été de même des trois à quatre derniers, où le général Allix, ayant passé la montagne, n'a plus fait aucun versement quelconque dans mes mains. Il m'écrivit du Saint-Bernard (n° 2)⁵ que, nonobstant, il fallait continuer le transport, qu'il reviendrait pour payer : en vain, nous l'avons attendu. Enfin, sachant qu'il était encore à Etroubles, je me suis décidé à l'y poursuivre et, ayant pu, à force de peine, l'aborder pour lui faire mes réclamations, il m'a, pour toute réponse, donné la déclaration (n° 3)⁶ par laquelle il exigeait que nous transportions encore l'artillerie depuis Saint-Bernard à Etroubles pour être payés des sommes qu'il devait.

Dans cet état de choses, pour que ma conduite pût être répréhensible, il fallait ou que j'aie gardé pour mon compte des argents à moi confiés par le général Allix ou que je me sois fait payer par lui des récépissés appartenant aux ouvriers, sans leur en livrer le montant. Mais le contraire est mathématiquement prouvé, soit par la lettre du général Allix, adressée à la Chambre administrative, et [par] la déclaration de celle-ci affirmant que j'ai rendu compte fidèle des sommes reçues (lettre originale n° 4)⁷, soit par le dépôt que les ouvriers ont fait de leurs récépissés dans la Chancellerie de l'Etat, dépôt qui n'aurait pu avoir lieu si j'en avais touché le montant, puisque, sans la tradition⁸ desdits récépissés entre les mains du général français, celui-ci ne délivrait pas un centime (voyez la pièce présentée à la Diète par la Commission de liquidation - n° 5)⁹. En deux mots : il est impossible que les récépissés livrés au général Allix puissent se trouver en même temps déposés aux Archives de l'Etat.

Malgré moi, seigneur grand châtelain, j'ai été diffus dans les preuves de mon innocence, quoique je pourrais produire quantité d'autres pièces justificatives, toutes aussi concluantes, si je n'avais craint d'abuser de votre patience. Mais ce que j'ai dit, je devais le dire, puisque de là dépend la réparation que je réclame et que j'attends avec confiance de votre justice.

Veillez, seigneur grand châtelain, agréer l'hommage de mes sentiments très distingués et respectueux.

(Fonds d'Odét 4, P 46, copie).

⁵ Fonds d'Odét 4, P 8. Voir p. 174, note 28.

⁶ Fonds d'Odét 4, P 8. Voir p. 174, note 30.

⁷ Fonds d'Odét 4, P 13. Voir p. 159, note 15.

⁸ Du latin tradito : action par laquelle on livre une chose à quelqu'un.

⁹ Peut-être fonds d'Odét 4, P 31/1. Voir p. 191, note 3.

Sion, 7 juin 1830. - Lettre du grand châtelain Alphonse[-Xavier] de Torrenté à Charles d'Odet.

Monsieur le colonel,

En conséquence de la dénonciation que vous m'avez adressée en date du 29 mai 1830, concernant l'injure qui vous a été faite en pleine séance de M. le châtelain¹ par François Voisin, tambour de Sion, je n'ai pas tardé à proposer votre plainte, soit dénonciation, à la Commission par-devant laquelle a été constitué ledit injuriant. Interrogé sur la vérité du fait, il avoua ingénument avoir dit ces paroles : *Nous n'allons pas à Saint-Bernard*, en donnant cependant l'explication suivante de ce propos énigmatique, savoir que M. le colonel d'Odet avait été commandant de 6000 hommes au Saint-Bernard, mais qu'ici à Sion, il n'avait pas à lui commander d'échanger un jardin bien cultivé contre un autre qui ne le valait pas, interprétation que la Commission devait croire, puisque le prêteur ne juge pas de l'intérieur et que chacun est l'interprète de ses propres paroles ; et cela d'autant plus qu'en séance de M. le châtelain, il n'en a donné aucune explication ni en bien ni en mal. Quant au second article de la dénonciation, il nia constamment avoir proféré ces mots : *Je vauux beaucoup plus que vous*. La Commission a cru donc, par la première interprétation, que votre honneur, en qualité de fonctionnaire public employé au Saint-Bernard, n'a point été lésé par ces mots : *Nous ne sommes point ici au Saint-Bernard* ; et pour le second point, supposé qu'il ait réellement proféré le propos dont il est accusé, cela ne regarderait plus votre qualité de commandant au Saint-Bernard, mais comme homme privé assistant à la séance de M. le châtelain, injure qui, conséquemment, doit être préalablement produite par-devant M. le président communal, soit le bourgmestre, comme juge de première instance en fait d'injures², et ensuite, si les parties ne peuvent pas se concilier ou que la partie plaignante et injuriée n'obtienne pas pleine satisfaction, par-devant le Tribunal correctionnel. Voici la déclaration que la Commission vient de faire sur votre dénonciation. En attendant, veuillez bien agréer l'assurance de ma très respectueuse considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très humble serviteur.

(Fonds d'Odet 4, P 47, orig.).

Sion, 22 février 1831. - Lettre de Charles d'Odet à [Alexandre-Xavier de Torrenté], grand châtelain.

Seigneur grand châtelain,

A la suite du moyen de récusation que j'ai eu l'honneur de vous soumettre hier pour ne point paraître en qualité d'assesseur aux deux sentences

¹ Alexis Wolff.

² Voir l'article premier de la loi du 11 décembre 1828 : « En cas d'injures verbales portant atteinte à l'honneur ou à la réputation, l'offensé citera sa partie adverse devant le président de la commune à l'effet de lui faire une réparation suffisante. Dans les citations, on se conformera, pour les délais, au code de procédure. »

au correctionnel¹, qui doivent avoir lieu demain, portant qu'un juge revêtu précédemment de fonctions supérieures, qui a été accusé publiquement de malversations et qui n'a obtenu, malgré les lois, sa dénonciation formelle et les preuves incontestables de son innocence, aucune satisfaction quelconque, restant par là sous le poids desdites inculpations, ne pouvait pas se dispenser de se récuser lorsqu'il est appelé à prononcer sur les forfaits des autres, vous m'avez demandé des explications ultérieures.

J'y ai fait droit en répétant que le sieur François Voisin m'avait insulté publiquement, le 24 mai 1830, disant, d'une manière non équivoque, que j'avais fait des coquinerie au Saint-Bernard lorsque j'y commandais en 1800 les 6000 Valaisans destinés au transport de l'artillerie, fait que je vous avais dénoncé, par une accusation formelle, le 29 mai, mais que, malheureusement pour moi, la chose n'avait pas été considérée sous son vrai point de vue. Vous m'avez témoigné votre regret et autorisé à vous présenter les motifs en vertu desquels je me croyais lésé par la réponse que vous me fîtes le 7 juin.

C'est donc avec action de grâces que je viens vous confirmer ma plainte du 29 mai avec toutes les pièces qui l'accompagnaient et vous soumettre des réflexions nouvelles.

La déclaration de M. Wolff, châtelain en office, du 24 mai 1830², n'a rapport qu'à un seul fait et porte textuellement que le sieur François Voisin *a eu l'intention de m'insulter*³ ; que, pour le faire d'une manière plus poignardante, il a reproduit une calomnie atroce, qui était jadis répandue, qu'au Saint-Bernard j'y avais fait mes affaires aux dépens des pauvres ouvriers chargés du transport de l'artillerie.

Cette déclaration porte en outre que j'ai donné audit Voisin toute la latitude nécessaire pour qu'il puisse prêter à ses paroles une autre interprétation, que, loin de vouloir l'affaiblir, ledit Voisin les a confirmées, autant qu'il était possible, en disant : *Je vau beaucoup plus que vous*. Or, il n'existe qu'un seul cas où ledit François Voisin puisse valoir plus que moi, lui qui, d'ailleurs, est un interdit : c'est celui d'être honnête homme, et moi, coquin. Tous ces faits, étant d'une seule série, ne peuvent produire qu'une seule conséquence, que Voisin m'a véritablement calomnié et, par là, insulté relativement à des fonctions que j'ai exercées en qualité de représentant du gouvernement.

La Commission que vous présidez a, par contre, envisagé l'état de la question sous deux points de vue différents et jugé disjonctivement des paroles qui n'avaient rapport qu'à un seul objet. Relativement au premier, elle se contente d'un subterfuge qu'a inventé ledit François Voisin (qui, probablement, ne sentait pas autant l'eau-de-vie ce jour-là que le 24 mai), car, quel rapport a le Saint-Bernard, où il n'a jamais été, à une consigne à laquelle il vient s'opposer, et où le châtelain seul est appelé à prononcer ? Qui est-ce qui est assez ignorant pour ne pas savoir que, devant un châtelain, aucune des parties [n']a à commander à l'autre ? D'ailleurs, cette explication, pourquoi ne l'a-t-il pas donnée devant le juge ? Car, là, elle aurait été utile à lui et à moi, puisque tout aurait été terminé ; il y a pourtant suffisamment été invité. Les

¹ Il s'agit du tribunal correctionnel.

² Voir annexe 2.

³ Souligné par l'auteur.

membres de la Commission n'ont point vu le sieur Voisin, il est vrai, à la séance du 24 mai ; ils ne peuvent sans doute d'eux-mêmes se représenter sur quelle corde ledit Voisin a voulu jouer, mais M. le châtelain, sans compter les assistants, le châtelain dis-je, sedens pro tribunali ⁴, qui fait foi et preuve complète, le dit ; il affirme que c'est animo injuriandi ⁵.

J'arrive enfin au point le plus sensible : la Commission a envisagé les paroles qu'a proférées ledit François Voisin en réponse à l'interpellation à lui faite de dire s'il entend confirmer les calomnies répandues contre l'instant ⁶ ou non, et qui sont : *Je vauux beaucoup plus que vous*, pour insulte isolée, qui n'a aucun rapport avec les antécédents, et me renvoie à cet égard devant le bourgmestre, envisageant la chose comme un outrage personnel, qui n'est point applicable à l'homme public. Mais, de mon côté, il m'est impossible de l'envisager ainsi ; car, en qualité de particulier, ni moi, ni qui que ce soit, n'a le droit de se plaindre quand une tierce personne prétendrait valoir davantage ; c'est là le cas de dire de interno non dijudicat praetor ⁷. - Il en est tout autrement lorsqu'il est question de la conduite extérieure d'un fonctionnaire public et, dans cette circonstance, en ma qualité de délégué du gouvernement, je me dois, je le dois surtout au gouvernement que j'ai représenté, de relever une insulte qui est atroce dans la bouche d'un interdit, puisque ses phrases sont équivalentes à celles qui exprimaient que je me suis engraisé de la misère et des sueurs de mes administrés, en un mot, *qui prétend valoir beaucoup plus* ⁸ qu'un employé honoré de la confiance publique. Cette phrase étant une réponse — et la seule réponse — faite à l'interpellation de s'expliquer sur ce qu'il entendait dire par ces mots : *Nous ne sommes pas ici au Saint-Bernard*, ne peut pas plus être prise séparément que celle dans l'Écriture sainte où il y est dit : *Non est Deus* ⁹, puisque ces trois mots sont précédés par ceux[-ci] : *Impius dicit in corde suo* ¹⁰, et qui en donnent toute l'explication.

Si j'insiste sur une réparation, ce n'est point le sort du sieur Voisin que je veux aggraver ; c'est une justification personnelle, mais pleine, en qualité de fonctionnaire public, que je réclame et que j'espère avec confiance de la justice et de l'impartialité du tribunal que vous présidez, malgré que nous vivions dans un siècle où les insultes faites aux autorités les plus respectables sont envisagées comme des trophées.

Veuillez recevoir, Monsieur le grand châtelain, l'expression réitérée de mes sentiments très distingués et respectueux.

(Fonds d'Odette 4, P 50/1, copie).

⁴ « siégeant en tant que tribunal ».

⁵ « dans l'intention d'injurier ».

⁶ Celui qui poursuit en justice.

⁷ « le préteur ne juge pas de l'intérieur ». - C'est l'expression même utilisée par Alphonse-Xavier de Torrenté, dans sa lettre du 7 juin 1830. Voir annexe 4.

⁸ Souligné par l'auteur.

⁹ « Dieu n'existe pas ».

¹⁰ « L'impie dit en son cœur ».

Sion, 7 avril 1831. - Extrait des minutes du tribunal du noble dizain de Sion.

Par-devant la Commission d'enquête du tribunal correctionnel du dizain de Sion, composé de M. l'ancien bourgmestre Alphonse-Xavier de Torrenté, grand châtelain, assisté de M. l'ancien bourgmestre Pierre-Adrien de Riedmatten et de M. François de Kalbermatten, chef du bureau de police centrale, juges assesseurs, du greffier soussigné¹ et de Xavier Dorschaz², huissier, ont comparu M. le lieutenant-colonel et ancien châtelain Charles d'Odet, d'une part, et le sieur François Voisin, tambour-maître, domicilié à Sion, assisté de son curateur, M. Joseph Schmid, maître boulanger, d'autre part. La Commission d'enquête ayant invité ledit Voisin à donner explication et à faire rétractation des propos injurieux qu'il avait prononcés en pleine séance de M. le châtelain de Sion contre M. le lieutenant-colonel d'Odet, disant : *Nous ne sommes pas ici au Saint-Bernard*, et plus tard : *Je vauux beaucoup plus que vous*, après quelques explications préliminaires, le sieur François Voisin a déclaré, en présence de la Commission d'enquête et de M. le lieutenant-colonel d'Odet, qu'il rétractait pleinement tous les propos injurieux et calomnieux qu'il avait prononcés contre lui, et cela d'autant plus qu'il ne connaissait aucune chose qui puisse blesser l'honneur de M. le colonel d'Odet relativement à l'emploi qu'il avait exercé au Saint-Bernard, ajoutant qu'il rétractait de même le propos où il avait dit qu'il valait beaucoup plus que lui, disant qu'il avait prononcé ces paroles dans le feu et dans l'emportement, mais qu'il répétait qu'aucune affaire [ne] lui était connue qu'on puisse mettre à charge de M. le colonel d'Odet, lui rendant par là plein honneur et satisfaction, et lui faisant ses excuses convenables en présence de ladite Commission. M. le lieutenant-colonel d'Odet se contentant de cette rétractation, pour épargner des désagréments et des frais ultérieurs audit Voisin, il demande acte de la présente séance pour pouvoir s'en servir dans tous les cas où il le trouvera de ses intérêts.

La Commission d'enquête adhère en tout à ladite transaction et lui donne pleine approbation.

(Fonds d'Odet 4, P 51, copie certifiée conforme à l'original par Antoine-Louis de Torrenté, greffier).

¹ Antoine-Louis de Torrenté.

² Dorschatz, Dorsaz.